

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens, ni juifs, ni musulmans... Nous sommes le prolétariat!

IL n'y a pas, il n'y a jamais eu et il n'y aura jamais de capitalisme sans guerre. Si nous voulons empêcher les guerres, il faut abolir le capitalisme. Il n'existe pas d'autre moyen pour parvenir à un monde sans guerre.

Mais, pour abattre le capitalisme, il est indispensable que la partie de cette société qui en compose l'être exploité et qui se manifeste comme la contradiction vivante à la tyrannie économique se constitue en une seule classe révolutionnaire face à la bourgeoisie, en un seul parti structurant sa force au-delà de toute religion, de toute idéologie, *de toute nationalité*.

L'internationalisme est la réponse prolétarienne aux efforts entrepris par les concurrents capitalistes pour souder les exploités à l'économie nationale et les faire s'entre-tuer en les alignant derrière leurs drapeaux respectifs: nations, régions, fronts de libération nationale, pays socialistes, fronts anti-impérialistes, peuples opprimés... La clé pour sortir des contradictions dans lesquelles le capitalisme tente d'isoler le prolétariat par paquets, de le diviser par Etats, réside dans le rejet absolu de tout embrigadement dans un camp national. Les exploités du monde entier n'ont aucun intérêt en commun avec ceux qui les exploitent et rien dans les contradictions interimpérialistes ne peut enrayer l'aggravation, à quelque niveau que ce soit, de leur situation d'exploités, rien dans les rapports de forces interbourgeois ne peut relativiser leur intérêt à combattre sans relâche la classe capitaliste.

Pour attacher le prolétariat aux valeurs patriotiques, la bourgeoisie a systématiquement recours à des artifices idéologiques sensés rendre plus consistante la fiction nationale qu'elle vend

à ceux qu'elle domine. La recherche universitaire bourgeoise invente des origines pré-historiques à la nation, trouve des premiers habitants et les transforme très vite en un peuple dont on essaye de définir une soi-disant communauté de langue, de culture et de religion. Une fois ces racines définies, l'historien transforme alors des aspects de lutte de classe en luttes de «libération», brandit des héros locaux «morts pour la patrie», sanctifie les souffrances de prétendus martyrs et le tour est joué: une nation est née. L'histoire des «constitutions nationales» est ainsi jalonnée de toutes sortes de légendes visant à justifier la mystification nationale, à construire une unité ayant pour seule fonction de couvrir idéologiquement le capital constitué en Etat et permettre au capitalisme de disposer d'un prolétariat docile, domestiqué, acceptant sa condition au nom de l'union fictive existant entre lui et ceux qui l'exploitent.

Et au jeu des légendes, plus les idéologues nationalistes réussissent à présenter leur création patriotique sous les traits d'une petite victime opprimée (en clamant haut et fort les vexations imposées par un quelconque puissant rival), plus les agents capitalistes parviennent à figer les contradictions sociales dans la légende de l'idéologie nationale et à constituer autour de la dite nation opprimée un puissant consensus national. «L'oppression d'un peuple» est l'incontournable porte d'entrée empruntée par les capitalistes locaux pour commettre leurs crimes et faire tomber le prolétariat dans le piège de la défense nationale.

Dans la réalité, il n'y a ni «nations opprimées», ni «nations opprimantes»: il n'y a que

des contradictions capitalistes, voilées par autant de fractions bourgeoises qui, toutes, s'efforcent d'éclipser l'exploitation derrière la fiction nationale.

Comme toute fiction, la *nation* devient néanmoins une force bien réelle et matérielle lorsqu'elle parvient à faire embrasser et défendre son immonde drapeau par l'ensemble de la société civile, exploités compris, dans une sorte de mariage entre prolétaires et bourgeois, une sordide union qui permet à ces derniers d'envoyer les premiers se faire massacrer au nom de la défense de la patrie. L'union patriotique est assurément la matérialisation la plus importante de l'idéologie nationale, elle est déterminante pour le déclenchement des guerres capitalistes.

Quelle que soit la puissance matérielle de cette fiction nationale, dans tous les cas, il faut rappeler que l'exploité reste concrètement soumis au flicage, aux impôts, à la répression, à la crétinisation, au travail, à l'extorsion de plus value,... et cela, qu'il soit coincé *dans la patrie n°1 ou dans la patrie n°2*. Le prolétariat n'a pas de patrie. Son intérêt réside dans l'unification de ses forces au-delà des frontières, en dehors du terrain mis en place par les différentes fractions bourgeoises pour livrer leurs batailles capitalistes. La victoire du projet communiste que la classe révolutionnaire porte en ses flancs dépend directement de sa capacité à s'imposer comme parti international, comme force apatride, a-nationale. Cette vérité que martèlent les révolutionnaires depuis qu'existe le salariat est plus actuelle que jamais et la difficulté à imposer cette perspective conduit à des situations toujours plus dramatiques.

Ce qui se passe actuellement au Proche-Orient est un épouvantable exemple de l'invariable et putride unité que constitue *le capitalisme et la guerre* et des difficultés qu'éprouve le prolétariat à retrouver le chemin, forcément internationaliste, de la lutte pour abolir les classes. Mais les violentes contradictions que charrie pareille

situation de guerre généralisée condamnent les prolétaires des camps en présence à chercher d'autres voies que celles dans lesquelles on essaye de les enfermer. Ces voies conduisent à la lutte directe contre «son» exploiteur, à la lutte contre «sa propre» bourgeoisie, au refus de tirer sur des frères de classe, à la construction de réseaux permettant aux soldats des deux camps de désertier, à l'organisation d'une résistance face à «ses propres» officiers, à «son propre» Etat, au refus de toute guerre, bref à l'organisation du défaitisme révolutionnaire.

Nous voudrions souligner ici quelques exemples allant dans ce sens et les placer dans une perspective historique en republiant, à la fin de ces quelques notes, un tract internationaliste

rédigé en yiddish et diffusé par quelques militants révolutionnaires au beau milieu de la dite deuxième guerre mondiale, au moment-même où la polarisation fascisme/

antifascisme cherchait à empêcher toute unité prolétarienne. Ces révolutionnaires refusaient que l'antifascisme et la publicité des seuls forfaits des bourreaux fascistes conduisent à l'union entre prolétaires juifs et bourgeois juifs. Nous avons fait suivre ce tract de quelques notes historiques à propos de leurs auteurs.

Israélien ou Palestinien, tout patriotisme est assassin

ISRAËL, Palestine. Chaque jour apporte son lot d'informations plus insupportables les unes que les autres. Sous les yeux hagards d'une majorité de spectateurs indifférents, quasi-silencieux, convaincus de leur impuissance, les moyens d'imbécilisation de l'opinion publique concoctent quotidiennement un festival d'images qui permet d'admirer presque en direct les dernières performances de l'art guerrier: une maison est frappée de plein fouet par un tir

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

d'hélicoptère, un gamin est assassiné dans les bras de son père, un infirmier ramasse des bras et des jambes au beau milieu d'une pizzeria, une femme pleure sa famille enterrée vivante sous les gravats, un combattant agonise dans son sang encore frais... Jour après jour, hommes politiques et intellectuels se relayent pour poser un avis aussi circonstancié qu'inopérant sur les tueries quotidiennes, les bombardements généralisés, les exécutions arbitraires, les démolitions de maisons, les rasages de quartiers entiers, les emprisonnements massifs, les snipers, les kamikazes, les tanks et les hélicoptères omniprésents dans les villes. En plus de n'être qu'un aveu d'impuissance, ces commentaires faussement désolés ont pour fonction de familiariser les citoyens avec une société où tous les aspects de la vie sont progressivement militarisés et où la terreur règne partout.

Pour rassurer l'idiot télévisé, l'empêcher d'agir et être bien certain qu'il ira bosser le len-

demain sans rouspéter, on complète l'information par des reportages sur les efforts de paix, sur l'envoi d'émissaires spéciaux, sur le vote de résolutions, on fait intervenir des prix Nobel, on montre des parlementaires étrangers, des pacifistes européens aux check-points israéliens, bref

on rassure tout un chacun: des personnes «autorisées» s'occupent de l'affaire et font tout leur possible pour la résoudre. Ce qui permet sans doute au citoyen d'accepter de regarder les mêmes sanglantes images le lendemain soir sans ressentir le besoin de réagir.

Quant aux prolétaires qui se poseraient malgré tout quelques questions, on les tranquillise en les assurant de leur incapacité à modifier le cours des choses. Pour les contraindre à l'indifférence face à ce que subissent leurs frères de classe au Proche-Orient, on les submerge d'explications qui ramènent méthodiquement toute réflexion sur cette guerre à une question de nations rivales ou de conflits religieux séculaires et inextricables. A gauche comme à droite, on entend dire

que la seule solution serait la création d'un Etat palestinien qui coexisterait pacifiquement aux côtés de son voisin, l'Etat d'Israël. Le maximum dont soit capable la pensée démocratique s'arrête logiquement à la conception de nouvelles frontières, à l'organisation de meilleures polices, à l'aménagement des conditions d'exploitation qui résulteront du nouveau rapport de forces entre Etats.

Etat palestinien, nation israélienne, religions juives et musulmanes... c'est dans ce cercle de feu que l'idéologie dominante cherche à enfermer toute tentative d'intelligence du conflit, poussant inévitablement -et c'est l'intérêt de la bourgeoisie- à une polarisation, à une démarcation entre ceux qui défendent «les israéliens» et ceux qui défendent «les palestiniens».

Jamais n'émerge la plus infime référence à l'existence d'intérêts sociaux opposés, à l'appartenance à des classes sociales différentes. Jamais on ne mentionne qu'entre un haut responsable

LE MAXIMUM DONT SOIT CAPABLE LA PENSÉE DÉMOCRATIQUE S'ARRÊTE LOGIQUEMENT À LA CONCEPTION DE NOUVELLES FRONTIÈRES, À L'ORGANISATION DE MEILLEURES POLICES, À L'AMÉNAGEMENT DES CONDITIONS D'EXPLOITATION QUI RÉSULTERONT DU NOUVEAU RAPPORT DE FORCES ENTRE ÉTATS.

politique et un soldat, entre un marchand de canon et un chômeur, entre un banquier palestinien et un gamin de Gaza qui jette des pierres, par exemple, existe un antagonisme aussi profond que celui qui oppose le prédateur à la proie qu'il ambitionne. Pour les médias, les classes sociales, c'est un

monde qui n'existe tout simplement pas. Les journalistes ignorent volontairement tout ce qui peut séparer le jeune réserviste israélien catapulté sur le front du général de carrière qui l'y a envoyé. Peu importe si le premier est chômeur et l'autre gros actionnaire, pour les défenseurs de l'ordre il s'agit d'enfoncer dans la tête de tous ceux qui les écoutent qu'ils sont d'abord et avant tout des israéliens, des juifs. Tout comme les jeunes étudiantes qui se font sauter, ceinturées d'explosifs, dans un bus sont associées à titre de palestiniennes, en tant que musulmanes, aux mollahs planqués qui les ont convaincues que le martyr est un «don d'Allah» et le plus court moyen d'accéder au paradis.

La puissante réalité démocratique sollicite de façon permanente l'idéologie et pénètre métho-

diquement l'espace social jusque dans ses derniers recoins pour assimiler à tous les niveaux le prolétaire à «son» Etat, pour le noyer dans une fausse communauté nationale et le dissoudre

LA PUISSANTE RÉALITÉ DÉMOCRATIQUE SOLLICITE DE FAÇON PÉRENNE L'IDÉOLOGIE ET PÉNÈTRE MÉTHODIQUEMENT L'ESPACE SOCIAL JUSQUE DANS SES DERNIERS RECOINS POUR ASSIMILER À TOUS LES NIVEAUX LE PROLÉTAIRE À «SON» ÉTAT, POUR LE NOYER DANS UNE FAUSSE COMMUNAUTÉ NATIONALE ET LE DISSOUDRE DANS LE PEUPLE.

dans le peuple. La notion de *peuple palestinien* autant que celle de *peuple israélien* étouffe toute contradiction de classe. Elle matérialise l'égalité du monde de la marchandise, un monde dans lequel n'existent ni riches ni pauvres, ni banquiers ni réfugiés, ni propriétaires terriens ni ouvriers agricoles mais où seul règne l'intérêt commun à défendre un même Etat.

La puissance de la bourgeoisie pourrait précisément se mesurer, outre sa prétention à nier son adversaire prolétarien, à sa capacité à dissimuler sa propre existence comme classe. C'est pour cette raison, et de façon très complémentaire, que l'idéologie dominante évite de faire la publicité des accords que passent les bourgeois entre eux lorsqu'ils sont censés se livrer une guerre. Ainsi, en ce qui concerne le Proche Orient, il n'y a pas de raison de troubler la solidité du scénario basé sur des «ennemis nationaux irréconciliables». Pas question de montrer les coulisses bourgeoises de cette imposture, des coulisses faites de grandes accolades commerciales, financières et économiques entre «juifs» et «musulmans» sensés pourtant appartenir à des camps opposés. Le flot informatif évacue presque systématiquement ce qui pourrait désigner d'une quelconque manière l'existence de ces intérêts communs liant, indépendamment de leur nationalité, les capitalistes israéliens aux capitalistes palestiniens.

Par exemple, lorsque l'Autorité palestinienne s'installa à Gaza, les journalistes prirent

«BOIRE LA MER À GAZA», AMIRA HASS.

Les chromes des limousines garées devant les immeubles flambant neufs et les luxueux hôtels de Gaza-ville ont fait courir bien des rumeurs, tant est violent le contraste entre leur spectaculaire et soudain surgissement et la détérioration générale de l'économie.

Dès l'installation de l'Autorité palestinienne, ses dirigeants passèrent une série d'importants accords de monopole avec des compagnies israéliennes. Les deux premiers furent conclus avec la société Neshet, qui acquit ainsi l'exclusivité de la fourniture de ciment dans tous les territoires administrés par l'Autorité, et avec Dor Energy, qui a le monopole de l'essence, du fuel et du gaz domestique. Non seulement ces transactions violaient le principe de la libre concurrence auquel l'Autorité se déclarait attachée, mais elle éliminait du circuit des centaines de détaillants, d'importateurs et de transporteurs palestiniens, qui vendaient jusque-là ces produits dans les territoires occupés. Les consommateurs étaient eux-aussi affectés par ces accords car les prix montaient alors même que l'Autorité avait des réductions sur les produits.

Des accords monopolistes du même type furent passés avec des firmes israéliennes pour la viande surgelée, la farine, la peinture et le bois, dont la commercialisation a été confiée à une poignée d'agents palestiniens. Toutes ces gigantesques transactions furent menées par l'intermédiaire d'Al-Bahr, une société palestinienne montée juste après l'établissement de l'Autorité et qui fonctionne dans une zone opaque, mi-privée, mi-gouvernementale. D'après des sources multiples et dignes de foi, les propriétaires anonymes d'Al-Bahr sont des personnages de haut rang dans l'exécutif palestinien et les services de sécurité, qui ont la haute main sur toutes les négociations politiques. Ils disposent évidemment de permis spéciaux pour VIP qui leur évitent les problèmes de confinement auxquels sont soumis les autres hommes d'affaires.

Al-Bahr a monté des filiales, chacune aux mains d'une douzaine de *businessmen* locaux, qui sont chargés de la distribution des marchandises dans tout le territoire sous administration palestinienne.(...)

Al-Bahr et la Company for Commercial Services détiennent donc une part importante de l'industrie des communications et de l'informatique dans les territoires soumis à l'Autorité. Des responsables de l'Autorité ou des membres de leur famille ont des participations dans ces sociétés où ils se trouvent impliqués de toutes sortes de manières. (...)

En dehors même des profits personnels, l'Autorité, en éliminant la concurrence, s'assure des rentrées importantes, un meilleur contrôle de la répartition des profits et la possibilité de fixer les prix. Aux points de passage de la frontière, les policiers de la Sécurité palestinienne veillent aux intérêts de l'Autorité en s'assurant que les chargements n'entrent pas en concurrence avec les marchandises sous contrôle des

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

monopoles. Il existe même une unité spéciale, la Sécurité économique, chargée de vérifier les marchandises et les transporteurs. (...)

Une très grande partie -pour ne pas dire la totalité- des profits engendrés par ces transactions ne parvient jamais jusqu'aux caisses du Trésor et n'apparaît pas dans la colonne des recettes du budget. Nombreux sont ceux qui pensent qu'une bonne partie de l'argent est dérivée vers des comptes bancaires en Israël...

Extrait de «Boire la mer à Gaza» (Ch.12), Amira Hass, ED. La fabrique, 1996.

bien garde de ne pas troubler le bruit de fond de l'information et ne firent pas la moindre allusion aux importants accords de monopole immédiatement signés par les dirigeants palestiniens avec des compagnies israéliennes. Ils ne dirent pas un mot des gigantesques transactions passées avec des firmes israéliennes et qui permirent à toute une série de personnages de haut rang appartenant à l'exécutif palestinien de s'enrichir extrêmement rapidement. Des personnalités palestiniennes qui, rentabilité oblige, s'empressèrent d'aller placer leurs dividendes sur des comptes bancaires... dans l'Etat d'Israël. De cela, les journaux parlèrent très peu, car cela ne rentre pas dans les schémas que leur imposent l'idéologie dominante. Israéliens ou palestiniens, la réalité montre que les capitalistes n'ont d'autre patrie que celles du profit et qu'ils n'ont aucun problème, d'un côté comme de l'autre de la frontière, à exploiter leurs compatriotes tout en signant des accords entre eux. Mais ce constat fait basculer l'information dans le domaine de la lutte de classe et dévoile la fonction essentielle que joue le patriotisme dans l'organisation so-

cialiste capitaliste: effacer les contours de l'antagonisme social. Cette affirmation ne risque donc pas de sortir de la bouche de ces chiens de garde de l'ordre social que constitue la majorité des journalistes.

Face à la situation chaotique qui prévaut dans cette région et face à l'impressionnant barrage idéologique mis en place pour maintenir cette situation, nous voulons rappeler par ces quelques lignes que seule la reprise par le prolétariat de son chemin de classe peut mettre un terme à la guerre (au Proche-Orient et partout ailleurs) et que cette route passe forcément par la rupture nette et définitive avec les unions nationales que chaque Etat s'efforce de forger. Les ruptures opérées par le prolétariat en Palestine et la détermination avec laquelle il continue à affronter le terrorisme bourgeois constituent un pas important dans cette direction.

Ruptures avec la paix sociale en Palestine et résistance à la récupération nationaliste et religieuse

LA continuité de la lutte contre tous les Etats menée depuis des années par le prolétariat en Palestine est exemplaire. Elle prend racine dans la situation intolérable qui lui est imposée. Parqués pour la plupart dans des camps de concentration, tel celui de Gaza, les prolétaires n'ont d'autre existence que celle d'armée industrielle de réserve, une inépuisable

source de force de travail dans laquelle viennent puiser ponctuellement, selon leurs besoins, les bourgeois palestiniens et israéliens. Cette concentration de prolétaires sans travail, prêts à accepter n'importe quel boulot tellement est grande la difficulté à sur-



«Que meure l'Etat d'Israël, que meurent tous les Etats!»

vivre dans les camps, permet en même temps à la bourgeoisie des deux côtés de la frontière de maintenir une pression générale sur les salaires. Cette réalité confère un rôle double à l'armée israélienne: armée d'occupation bien sûr, mais également *véritable police régionale* garantissant à la bourgeoisie locale le maintien des conditions d'exploitation en vigueur.

C'est face à ces conditions extrêmes d'exploitation, face à cette répression particulièrement violente (nécessaire pour maintenir ces conditions) que se soulève sans relâche le prolétariat en Palestine. Contre l'armée israélienne d'abord, l'ennemi qui lui fait directement face, l'ennemi qui détruit les maisons, humilie les prolétaires, assassine quotidiennement, mais également contre l'Etat et la police palestinienne, contre toutes les forces s'opposant à sa révolte.

Dans ce court texte dont le but est de souligner quelques actions se situant dans la perspective d'une réponse internationaliste et défaitiste révolutionnaire à la guerre, nous n'allons pas reprendre l'histoire des multiples luttes qui jalonnent la combativité prolétarienne en Palestine, particulièrement depuis l'établissement d'un Etat palestinien officiel. Au-delà de la résistance permanente aux agressions des flics et soldats israéliens, mentionnons pourtant rapidement les violents affrontements avec la police palestinienne, les attaques de prison, les libérations de prisonniers dénoncés comme terroristes par les deux Etats, israélien et palestinien, les attaques de commissariat, les soulèvements généralisés dans différentes zones, etc., autant d'exemples d'une pratique qui refuse de tenir compte des frontières, des drapeaux, des intérêts de la nation locale.

Déclenchée alors même que l'Etat d'Israël et l'OLP avaient mis en place, d'un commun accord, le nouvel Etat palestinien, la dernière vague de soulèvements dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et ailleurs est particulièrement significative. Elle atteste d'une énorme rupture avec la pacification sociale entreprise par l'Etat palestinien, ses chefs, sa police tortionnaire. Depuis la décision internationale d'officialiser l'existence de l'Etat local palestinien, les Intifadas¹ qui se sont succédé dans les dits territoires occupés ont montré à quel point le prolétariat de la région était peu enclin à accepter la «nouvelle»

réalité que la classe dirigeante entendait lui imposer.

Ainsi, ce n'est pas sans broncher que les prolétaires entassés dans la bande de Gaza ont vu le nouvel Etat palestinien mettre en place toute une série de mesures favorisant les riches marchands, les banquiers et autres OLP «trois étoiles» qui pouvaient soudainement s'enrichir plus rapidement encore. Soutien aux représentants des grands clans fortunés, attribution de postes ministériels aux grands propriétaires fonciers, apparition d'une caste de fonctionnaires palestiniens bien logés, bien payés et roulant dans des voitures neuves,..., il s'est tout d'abord passé en Palestine ce qui s'est passé en Europe de l'Est lorsque le mur est tombé: les bourgeois se sont faits plus visibles et la misère est devenue plus criante. En toute logique capitaliste, l'argent des subventions devait servir à «stimuler l'initiative et l'investissement privé», ce qui signifiait concrètement favoriser les entrepreneurs palestiniens (tels les *muwâttanîn*, les riches familles de souche *gaziote* et tous ceux qui avaient réussi à accumuler du capital pendant l'occupation) et encourager financièrement l'établissement des hommes d'affaires palestiniens de la diaspora souhaitant investir en compagnie d'autres capitalistes étrangers. De même, les dons internationaux et les crédits de construction ont essentiellement servi à bâtir de hautes tours dans le centre de Gaza où un appartement coûte entre 45 000 et 60 000 dollars, beaucoup moins toutefois que les appartements de luxe où logent les hauts responsables de l'Autorité palestinienne².

Bien peu de raisons de fêter le nouvel Etat palestinien donc, pour les réfugiés, les ouvriers, les chômeurs de Cisjordanie et de Gaza car, comme ils ont pu le constater amèrement,

1. «Intifada» signifie se relever, se soulever en arabe.

2. C'est devant le centre-ville rénové de Gaza que s'extasiaient les journalistes et les délégations de diplomates venus saluer le dynamisme de la région. Et en effet, c'est bien là que sont passés les dons internationaux, dans cet endroit où se concentrent les institutions et les hauts fonctionnaires.

BIEN PEU DE RAISONS DE FÊTER LE NOUVEL ETAT PALESTINIEN DONC, POUR LES RÉFUGIÉS, LES OUVRIERS, LES CHÔMEURS DE CISJORDANIE ET DE GAZA CAR, COMME ILS ONT PU LE CONSTATER AMÈREMENT, L'ESPACE DONT ILS DISPOSENT N'EST PAS SEULEMENT DÉTERMINÉ PAR L'EXISTENCE DES GRILLAGES ÉLECTRIQUES ISRAÉLIENS PROTÉGEANT LES COLONS, MAIS ÉGALEMENT PAR LES LIMITES QUE LUI IMPOSE LE BESOIN DE DÉVELOPPEMENT DES CAPITALISTES PALESTINIENS.

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

l'espace dont ils disposent n'est pas seulement déterminé par l'existence des grillages électriques israéliens protégeant les colons, mais également par les limites que lui impose le besoin de développement des capitalistes palestiniens. C'est le constat qu'en fait une journaliste, à propos du peu de place dont disposent les réfugiés à Gaza: «Le camp de Khân Younis ne peut se développer, même provisoirement vers l'ouest, à cause des colonies qui le bordent. Le camp de Shâti' avait un peu de marge au nord. L'Autorité palestinienne a choisi d'attribuer ces précieuses terres gouvernementales à un projet privé de construction d'un hôtel de luxe.» Quoi de plus parlant que cet espace laissé aux réfugiés, pour illustrer la façon dont le prolétariat n'entre en ligne de compte dans aucun des plans d'expansion capitalistes, qu'ils soient israéliens ou palestiniens? «Pourquoi les plages nous restent-elles fermées», s'interroge encore un réfugié palestinien en 1996, «la mer est le seul endroit où il soit possible d'oublier un peu. Ici, on construit un hôtel, là, un club d'officiers et entre les deux, il y a le cabinet d'Arafat. Et au sud comme au nord, les colonies juives.» Les prolétaires qui derrière les drapeaux de la «libération nationale palestinienne» pensaient se battre pour un morceau de terre en sont pour leurs frais: la seule patrie que leur ait concédée le nouvel Etat palestinien se situe entre les fils électriques des colonies juives et le béton des hôtels de luxe palestiniens.

Un autre exemple de l'intérêt porté par l'Etat palestinien à ses «compatriotes» prolétaires est le silence dont il fit preuve, lors de la négociation des accords de paix, à propos de la question des 11000 prolétaires de Palestine emprisonnés par l'Etat d'Israël. Dans un premier temps, la question des prisonniers fut purement et simplement «oubliée». A la suite d'une série de manifestations de protestation, on nota ce point dans l'accord du Caire de 1994, mais rien ne fut fait pour accélérer un règlement de la question. Hisham Abdel Razeq, le responsable palestinien

des négociations sur la question des prisonniers exprime sa déception: «Je n'ai aucune explication valable à leur (aux prisonniers - NDR) donner sur les raisons pour lesquelles ils sont encore en prison (...) Ils ont l'impression d'avoir été abandonnés sur le champ de bataille par leurs chefs. Les prisonniers n'avaient jamais imaginé qu'un jour viendrait où des ministres palestiniens viendraient les voir en prison^a.»

Concrètement, pour le prolétariat, l'établissement d'un nouvel Etat national impliqua clairement une dégradation de ses conditions d'existence, déjà misérables. En 1996, le taux de chômage avait augmenté de 8,2 pour cent en six mois, pour atteindre 39,2 pour cent. Tandis qu'en 1995, les habitants de Gaza qui avaient la chance d'avoir un emploi dans la bande de Gaza ont vu leur salaire chuter de 9,6 pour cent et ceux qui travaillaient en Israël de 16 pour cent^b. Pendant ce temps par contre, la classe capitaliste

s'enrichissait sur base d'accords passés avec différentes entreprises israéliennes.

Mais il n'y eut pas que les marchands qui prirent des ailes avec les accords d'Oslo, l'Etat palestinien s'attacha également au développement de sa police. Il est normal que l'espoir d'une expansion marchande capitaliste aille de pair avec l'intensification de la répression.

Nous rappelions en 1994 qu'à peine mise en place, la police palestinienne emprisonnait et torturait^c; depuis la situation n'a fait qu'empirer. Dès février 1995, pour tenir la promesse faite à Rabin de lutter contre le terrorisme, Arafat met sur pied la Cour militaire suprême pour la sécurité de l'Etat qui entreprend toute une série de procès nocturnes et expéditifs. En 1996, la Sécurité palestinienne n'hésite plus à exécuter des «activistes» et, en 1997, on décompte déjà une vingtaine de morts dans les geôles du nouvel Etat palestinien.

Les accords passés au Caire entre les Etats d'Israël et de Palestine en 1994 prévoyaient le

déploiement d'une force de 9000 hommes (dont 7000 membres de l'Armée de libération de la Palestine) pour Gaza et Jéricho. A peine deux ans plus tard, la police palestinienne comptait déjà 21000 membres et ces chiffres n'ont cessé d'augmenter. La police palestinienne est rapidement devenue le principal employeur et la principale source de revenus dans la bande de Gaza. Aux forces de la Sécurité générale, du renseignement et de la défense civile prévues dans les accords se sont progressivement ajoutés la Sécurité préventive (qui s'occupe entre autre de contrôler le passage des palestiniens en Israël, un boulot qu'assumaient auparavant les seuls flics israéliens), le renseignement militaire, la garde présidentielle (la Force 17 et la Force 87 destinées aux «missions spéciales») et la police des frontières. Chaque branche de la Sécurité dispose de ses propres prisons (24 pour la seule bande de Gaza en 1996), de ses propres enquêteurs, de son propre esprit de corps. Tout habitant de Gaza peut être arrêté à plusieurs reprises par les différentes branches de la Sécurité. Des dissidents du Hamas se virent également proposer d'entrer dans la police pour y former un «département de la morale» chargé de lutter contre la prostitution, la consommation d'alcool,...; certains d'entre eux obtinrent immédiatement des grades d'officier de police et un salaire. Bref, les prolétaires n'ont pas tardé à faire remarquer qu'à Gaza, on comptait un flic pour cinquante habitants⁴.

L'armée israélienne, quant à elle, n'a évidemment rien trouvé à redire à cette «violation» de l'accord du Caire. Elle espérait sincèrement que la police palestinienne, formée en partie par ses soins, puisse la relayer avec succès dans sa tâche répressive. Un exemple très caractéristique de cette heureuse collaboration entre polices fut la transmission aux flics palestiniens de la tâche consistant à filtrer l'entrée en Israël des ouvriers palestiniens au fameux checkpoint d'Erez.

«La police palestinienne fut chargée de filtrer les travailleurs par une série de barrages échelonnés jusqu'à la frontière. Même les soldats israéliens avaient dû admettre qu'il leur était très difficile de faire face aux supplications de ceux qui essayaient de passer sans permis. Il s'agissait donc d'épargner aux Israéliens ce pénible travail et de s'en décharger sur la police palestinienne. (...) Il ne fallut

pas longtemps à ceux de Rafah pour plaisanter amèrement sur les sept barrages palestiniens qu'ils devaient franchir avant d'arriver au point de passage israélien⁵.»

Comme toutes les forces de l'ordre du monde, la police israélienne savait parfaitement bien qu'une police locale («de proximité», comme le formule aujourd'hui l'euphémisme républicain français pour la police des banlieues) serait bien plus crédible et plus efficace qu'une armée d'occupation, qu'un flic «étranger». Mais le refus de la paix sociale dont ont témoigné les Intifadas successives a partiellement ruiné l'histoire d'amour qui unissait les polices palestiniennes et israéliennes³. Complètement débordé, incapable de maintenir l'ordre, l'Etat palestinien n'a pas eu le choix: il fut contraint de laisser revenir son «maître», sa référence en matière de répression. L'armée israélienne intervint donc à nouveau, reprenant ponctuellement position dans les villes soi-disant autonomes, arrêtant et/ou assassinant des militants, réprimant toute expression de colère prolétarienne.

L'Etat palestinien en mal de crédibilité après tant d'années de flicage, d'emprisonnement, de torture n'avait dès lors plus d'autre choix, il lui fallait jouer une nouvelle fois la carte de l'«opposition à Israël». Les riches marchands et les politiciens palestiniens en provenance de l'étranger qui avaient à peine eu le temps de se construire un semblant de banlieue chic à Gaza, reprochèrent donc rapidement à l'Etat d'Israël la rupture des accords passés et dénoncèrent une nouvelle agression. Ensuite, pour bien s'assurer qu'en tant que capitalistes «moins-puissants-que-leurs-rivaux-israéliens», ils ne seraient pas mis dans le même sac que «l'ennemi sioniste», ils envoyèrent leurs flics et leurs soldats se mêler aux jeunes prolétaires en colère pour tirer quelques balles contre des chars israéliens, préparant ainsi l'alibi d'une nouvelle et sordide union nationale.

Pourtant, le discours anti-israélien ne parvient que très péniblement à protéger l'OLP et la direction de l'Etat palestinien de la haine de ceux qu'ils ont réprimés. Yasser Arafat a serré la main de trop de responsables politiques israéliens, il a collaboré à la mise en place d'une police locale avec son soi-disant ennemi, il a permis la répression, la torture, il a emprisonné ceux que l'Etat

3. Nous disons «partiellement ruiné» parce que les histoires d'amour entre Etats ne finissent jamais vraiment lorsqu'il s'agit de réprimer le prolétariat. Ainsi, la guerre que se livrent les Etats d'Israël et de Palestine ne les empêchent absolument pas de coopérer, et après le 11 septembre, l'Etat palestinien n'a eu aucun scrupule à acheter à l'Etat d'Israël des armes devant servir à réprimer les groupes qui avaient manifesté leur approbation lors des attentats à New-York. De son côté, l'Etat d'Israël n'a pas hésité un instant à armer l'Etat palestinien. C'est quand il s'agit de réprimer le prolétariat que l'Etat bourgeois montre ouvertement son visage supra-national

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

d'Israël demandait d'emprisonner, il a remis des prisonniers palestiniens à l'Etat d'Israël, etc.

L'Etat palestinien continue bien entendu de jouer à fond la carte de «l'ennemi israélien» pour recomposer l'union nationale interne et cacher le rôle répressif qu'il joue en duo avec l'Etat d'Israël depuis des années -il n'a pas d'alternative-, mais cela ne suffit pas et l'union patriotique à laquelle appelle l'OLP, même si elle assume sa fonction désorganisatrice parmi ceux qui se battent, reste malgré tout bien fragile face au processus d'autonomisation auquel semble prêt une bonne partie du prolétariat en Palestine.

Une des conséquences perverses de la décredibilisation de l'OLP et de Yasser Arafat est de permettre évidemment à d'autres groupes nationalistes et religieux, tels le Hamas ou le Jihad islamique, de se renforcer en déviant, en récupérant dans ses propres filets la combativité qui s'exprime dans les «territoires occupés». Ces groupes tirent un profit énorme de la situation désespérée dans laquelle se trouvent les prolétaires palestiniens écrasés par l'énorme machine de guerre israélienne et qui se voient presque chaque jour confrontés à la perte d'un proche, d'un parent, d'un voisin. Toute la science des groupes islamistes consiste à transformer la haine du prolétariat pour la guerre qui lui est faite (et donc aussi pour son ennemi direct, ceux qui lui tirent dessus) en une répugnance meurtrière «pour les juifs» en soi. Tout comme en France en 40-45, les Francs Tireurs et Partisans et le Parti Communiste cherchèrent à réduire les marges du combat anticapitaliste au célèbre mot d'ordre patriotique «*A chacun son boche!*», des groupes tels le Hamas et d'autres flattent aujourd'hui le désespoir de ceux qui n'ont plus grand chose à perdre et détournent leur colère contre «les juifs», «les impies», «les athées». Ces gangs palestiniens, qu'ils soient nationalistes et/ou religieux, ont pour fonction de ramener le refus violent des conditions sociales imposées aux prolétaires en Palestine à une simple guerre nation contre nation et de transformer des victimes non consentantes de la guerre capitaliste en assassins convaincus des «ennemis de la nation».

Ceci dit, le succès des promoteurs du martyrologue est relatif. Plus d'un parent de jeune prolétaire envoyé au martyr s'est retourné contre son émissaire. Dans une émission tournée par

la télévision israélienne auprès des familles de militants palestiniens emprisonnés ou tués lors d'attentats-suicides, un père et une mère s'exclament: «*Que les mollahs qui ont envoyé mon fils y aillent eux-mêmes au martyr!*» Cette révolte contre l'utilisation de prolétaires comme chair à canon est certainement beaucoup plus répandue que ce que nous laisse entrevoir la propagande officielle. D'autre part, toute la combativité en Palestine n'est pas récupérée par ces structures nationalistes ou religieuses; des groupes de militants continuent à se structurer de façon autonome et à échapper aux récupérations trop simplement nationalistes et antijuives. Il existe de fait une combativité générale du prolétariat qui manifeste régulièrement une volonté d'autonomie, tant face à l'Autorité palestinienne que face aux groupes islamistes. Ainsi, par exemple, récemment encore, en octobre 2002, alors que son frère avait été assassiné par la police anti-émeute palestinienne lors d'une manifestation contre Arafat, un prolétaire a voulu venger ce crime et a exécuté le responsable policier de cette unité répressive. Les flics palestiniens se sont alors lancés à sa recherche, mais ils n'ont pas réussi à le capturer pour la bonne et simple raison que les habitants du quartier où il résidait sont immédiatement intervenus pour empêcher son arrestation. Ils l'ont caché, l'ont défendu par tous les moyens, notamment en attaquant les voitures de police. L'Autorité palestinienne a immédiatement cherché à attribuer ces faits au Hamas, mais les habitants du quartier ont explicitement démenti cette accusation^f. Cette situation est loin d'être exceptionnelle. Il existe de plus en plus de situations semblables, où la nécessité d'agir en se démarquant de tous ses ennemis, pousse dans les faits le prolétariat à ne compter que sur ses seules forces.

C'est dans la multiplication de ces actions de résistance et dans l'extension de l'autonomie politique qu'elle implique, que réside sans doute la possibilité de voir se développer la réponse anticapitaliste (et donc internationaliste) qu'oppose le prolétariat aux conditions atroces auxquelles il est soumis. Une réponse basée sur la différenciation de classe et non de nation, une réponse prenant en compte l'opposition totale existant y compris dans le camp israélien entre soldats et officiers, entre ouvriers et patrons, entre pro-

létaires et bourgeois, une réponse qui stimule et encourage les oppositions existantes et qui pousse les prolétaires israéliens sous l'uniforme à se reconnaître dans le combat social que mènent leurs frères en Palestine et non plus dans les ordres assassins de leurs officiers. Une réponse enfin qui écarte de ses propres rangs les faux amis du prolétariat, tous ceux qui cherchent à récupérer la haine de classe et à la transformer en combat national ou religieux, pour un nouvel Etat, un nouvel espace capitaliste plus adapté à leurs besoins.

Il est évident que le chemin de l'internationalisme passe aujourd'hui en Palestine par la réponse immédiate aux humiliations et aux tortures imposées. Il ne s'agit pas d'attendre béatement que la solidarité internationaliste surgisse spontanément dans les cerveaux des soldats israéliens qui les assassinent. C'est précisément l'action directe menée par les prolétaires de Palestine à l'encontre des soldats israéliens qui leur tirent dessus, les tiennent enfermés dans les camps et les torturent qui constitue la plus puissante incitation aux soldats de l'autre camp pour qu'ils rompent avec l'union nationale et se retournent contre leurs officiers.

Sans doute, cette action directe du prolétariat prend-elle aujourd'hui encore toutes sortes de formes, plus ou moins confuses, plus ou moins ciblées. Les colons et l'armée israélienne constituent très certainement les objectifs premiers de ceux qui résistent à la terreur militaire, mais il est certain que l'état d'exaspération dans lequel est placé le prolétariat des camps face à l'assassinat systématique de ses enfants ou de ses parents exacerbe à ce point sa volonté d'atteindre l'ennemi qu'elle rend parfois plus approximative la cible visée, voire la méthode utilisée⁴.

Nous voulons néanmoins souligner ici l'hypocrisie et le cynisme qui consiste à oser mettre sur le même pied d'une part, une frange de prolétaires qui tentent de résister et jettent leur

désespoir dans une action plus ou moins suicidaire et d'autre part, l'ennemi de classe qui prend la forme de ces tueurs déterminés, surentraînés et parfaitement nourris, qui n'hésitent pas à tirer sur des enfants réfugiés dans les bras de leur père, à liquider des blessés transportés en ambulance, à enterrer vivant les habitants qui ont refusé d'abandonner leur maison, à tirer des missiles sur des buildings remplis de prolétaires.

Quelle dose de cynisme faut-il à la bourgeoisie internationale pour tenter de faire passer pour

QUELLE DOSE DE CYNISME FAUT-IL À LA BOURGEOISIE INTERNATIONALE POUR TENTER DE FAIRE PASSER POUR «TERRORISTES» LES QUELQUES RÉACTIONS DU PROLÉTARIAT DES CAMPS ET POUR «LUTTE ANTITERRORISTE» L'ACTION DE CES SOLDATS QUI DÉMOLISSENT LES MAISONS, QUI EMPRISONNENT ET TORTURENT OU QUI BOMBARDENT CARRÉMENT LES POPULATIONS DES CAMPS DE RÉFUGIÉS.

«terroristes» les quelques réactions du prolétariat des camps et pour «lutte antiterroriste» l'action de ces soldats qui démolissent les maisons, qui emprisonnent et torturent ou qui bombardent carrément les populations des camps de réfugiés, comme ce fut le cas encore récemment à Rafah et à Khàn Younis, les zones les plus pauvres de tous les territoires palestiniens? Quelle comparaison possible avec la terreur que ces soldats font régner lorsqu'ils s'amuse à prendre pour cible les citernes d'eau placées sur les toits, à donner des coups de crosse dans les portes des maisons pour terroriser les enfants, à confisquer les papiers

d'identité sous le moindre prétexte, à tabasser les prisonniers à l'aide de gros câbles électriques? Quelle comparaison possible avec la situation dans les camps où le simple déplacement d'un prolétaire d'une ville à l'autre, d'un village à l'autre est l'objet de vexations infinies? Sans parler des humiliations quotidiennes: le garde-frontière qui balance par terre l'étal de tomates d'un petit marchand, les militaires qui viennent vider leurs ordures dans les quartiers habités, les fonctionnaires qui coupent l'électricité de quartiers entiers pour l'une ou l'autre facture impayée... Les fauteurs de guerre israéliens savent pertinemment bien qu'une guerre se gagne en décourageant l'adversaire, à fortiori si celui-ci se manifeste plus sur le terrain social que national et c'est la raison pour laquelle l'armée assassine

4. Nous ne nous référons évidemment pas ici aux gangs islamistes que nous venons de dénoncer et qui eux utilisent froidement le désespoir régnant dans les camps pour transformer en chair à canon, en «tueurs de juifs ou d'impies», les pauvres bougres qu'ils anesthésient de leur opium religieux.

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

5. «Durant le week-end, neuf des douze Palestiniens tués par Tsahal au cours d'accrochages étaient des civils innocents. A Toubas (banlieue de Jénine), quatre adolescents ont ainsi été pulvérisés par les roquettes de deux hélicoptères qui tentaient de «liquider» un chef des brigades des martyrs Al Aksa. Quelques heures plus tard, à Kyriat Arba (à côté de Hébron), quatre ouvriers agricoles ont été abattus sans raisons apparentes. Enfin, à Gaza, un jeune homme est mort d'une balle en pleine tête tirée sans motif.» in *Le Soir*, 3 septembre 2002.

Ce type d'information, tiré au hasard dans l'actualité récente, est devenu tellement habituel que l'on se demande à chaque fois s'il ne s'agit pas d'une nouvelle déjà entendue le jour précédent.

6. «Hôpital al-Ahli (à Hébron) ... à l'intérieur, plusieurs blessés, parmi lesquels une petite fille qui se réveille d'un coma profond, le crâne fracturé par une balle 'en caoutchouc', en réalité d'acier recouvert de caoutchouc, de celles qui utilisées avec malice ont tué ou rendu aveugle de nombreux enfants. Sauf que la malice ne réside pas dans la méchanceté de tel ou tel soldat, mais dans les ordres reçus, documentés par une journaliste de Haaretz, Amira Hass, lors de l'interview d'un tireur d'élite de l'armée. Les ordres étaient de tirer sur les enfants dans la mesure où ils ont plus de douze ans et qu'ils ont une allure dangereuse. L'analyse des blessures et les circonstances des morts décrites par différentes sources ont confirmé la volonté de tirer pour tuer.» Cf. «Lettera dai territori», Marina Rossanda in *Questione palestinese*, n°13, janvier 2001.

délibérément un nombre aussi important de civils, d'enfants, d'ouvriers... des crimes qu'on feint de pleurer comme bavures⁵. Une étude de l'association israélo-palestinienne *Physicians for Human Rights* (PHR) souligne que pendant les cinq années qu'a duré la première Intifada, un enfant de moins de six ans a été atteint d'une balle dans la tête toutes les deux semaines. Et récemment, un tireur d'élite de l'armée israélienne expliquait à une journaliste que les ordres étaient de tirer sur *les enfants de plus de douze ans et d'allure dangereuse*⁶. Peut-on sérieusement encore parler de bavure?

Quelle hypocrisie que d'invoquer «le terrorisme» pour disqualifier les rares balles prolétariennes qui, en réponse à cette terreur, atteignent parfois leur cible! Quelle sinistre comédie encore que de parler de «lutte contre le terrorisme» pour

désigner les agissements des colons israéliens, organisés en véritables escadrons de la mort, qui n'hésitent pas à abattre des prolétaires désarmés, à torturer et à assassiner leurs prisonniers, tout cela sous l'oeil bienveillant et avec la bénédiction de l'armée!

En désobéissant à «leur propre» bourgeoisie, en refusant la paix sociale et les conditions de vie qui leur sont imposées, en agissant de façon autonome, les prolétaires en Palestine ouvrent le chemin du défaitisme révolutionnaire. Par leur action, ils encouragent pratiquement les prolétaires en Israël à désobéir eux aussi à leurs dirigeants, première étape rendant possible une communauté de lutte dépassant les clivages nationaux et où s'affirme la lutte contre les bourgeoisies des deux camps, contre les armées des deux bords, contre les capitalistes de tout pays.

UNE NUIT ORDINAIRE

Nous sommes dans un petit village, en pleine nuit. Le calme règne. Seul un chien aboie, perturbé par l'approche d'un léger cliquetis. Rapidement le silence laisse place à un bruit furieux. Des blindés bloquent tous les accès au village. A coups de crosse, des soldats d'unités spéciales défoncent les portes des maisons. Les enfants pleurent, les adultes aussi sont terrorisés. Des militaires trient, classent le bétail humain. Certains des villageois sont fusillés sur place, d'autres sont arrêtés pour être torturés dans les geôles de l'Etat. Pendant ce temps, les assaillants placent de la dynamite et font sauter les maisons des familles de ceux qui sont arrêtés.

Cette scène de terreur aurait pu être un pogrome en 1903 en Russie, ou la « nuit de cristal » en 1938 en Allemagne, ou se dérouler au Chili en 1973, ou encore dans un village rwandais en 1994,... Mais non, cette scène a lieu aujourd'hui, en octobre 2001 plus exactement, et s'est déroulée dans des dizaines de villages en territoire palestinien. L'agent local de cette action terroriste n'est autre que l'Etat israélien. Pour ajouter au cynisme de la situation, les militaires ont baptisé cette opération : Opération Gandhi. Ce raid n'est ni le premier, ni le dernier, c'est le pain quotidien du prolétariat dans la région. A cette terreur exercée par l'Etat israélien correspond celle imposée aux prolétaires par les groupes nationalistes et/ou islamistes palestiniens, qui ne sont pas les derniers à intimider, rançonner, voir exécuter les prolétaires récalcitrants. Que cela soit en période de paix ou de guerre, pour le prolétariat, la vie sous le Capital signifie la terreur au quotidien.

Brèches dans l'union nationale de l'Etat d'Israël

LA décrédibilisation des chefs palestiniens officiels, le refus de la paix sociale en Palestine même et la combativité face au gendarme israélien n'empêchent malheureusement pas que la situation du prolétariat dans les territoires occupés demeure particulièrement horrible. Partiellement bien sûr à cause de la politique menée par les dirigeants palestiniens comme on l'a vu plus haut, mais aussi et principalement, évidemment, à cause de la guerre menée par l'Etat d'Israël. Depuis le déclenchement en septembre 2000 d'une nouvelle Intifada en Palestine, des massacres secouent presque quotidiennement cette zone, des massacres bien entendu facilités par l'énorme rapport de forces militaire en faveur de l'armée israélienne, ce qui se retrouve dans la froide comptabilité des morts d'un côté et de l'autre de la frontière: depuis septembre 2000, on décompte approximativement 1800 morts du côté palestinien et 600 du côté israélien⁷.

Cette puissance militaire trouve son origine dans l'appui indéfectible que reçoit l'Etat d'Israël de la part du camp occidental et particulièrement des Etats-Unis, un appui qui concerne directement la fonction première qui lui est attribuée, à savoir la répression générale du prolétariat, non seulement en Palestine et en Israël mais dans toute cette région connue pour son agitation sociale. La fonction de gendarme attribuée à l'Etat d'Israël, chargé de fait de la répression de tout mouvement social dans la zone, permet à la bourgeoisie tant locale qu'internationale de conserver le contrôle sur les ressources pétrolières du Moyen-Orient, ressources vitales pour l'industrie internationale⁸. Traduits en termes financiers, les chiffres du soutien occidental sont à l'image des enjeux impérialistes concentrés dans la région. Depuis 1984, l'aide officielle annuelle de la seule bourgeoisie étatsunienne à l'Etat israélien est de 3 milliards de dollars (40% en soutien économique et 60% en soutien militaire). Si l'on ajoute à cette somme les 2 milliards supplémentaires d'aide dite indirecte (différents programmes militaires particuliers, soutien mi-

litaire en provenance du budget de la défense, garanties non exigées,...), on arrive à une somme annuelle approximative de 5 milliards de dollars, ce qui constitue quelque chose comme le tiers du budget de l'aide extérieure américaine⁹.

Mais, exception faite du soutien militaire occidental direct, sur quoi repose ce rapport de forces en faveur de l'Etat d'Israël? Il s'est construit principalement -comme dans toute guerre- sur la puissance de l'union nationale, une union qui s'étend bien au-delà des frontières de l'Etat officiel et qui, alimentée par les campagnes anti-terroristes internationales, chuchote qu'«Israël a tout simplement lui aussi le droit de se défendre contre le terrorisme», un droit que lui reconnaît y compris l'Etat palestinien. La lutte «contre le terrorisme» est la porte d'entrée pour la répression, un véritable permis de tuer international donné par l'ensemble des fractions qui appuient de manière permanente la répression menée par l'Etat d'Israël, plus particulièrement les USA et l'Europe.

Le soutien international au rôle répressif que l'Etat d'Israël joue dans la région rend évidemment primordiale cette union nationale, une union particulièrement organisée autour de l'armée: militarisation omniprésente, service militaire extrêmement long et valorisé, justification du rôle soi-disant protecteur de «Tahal», construction de préjugés favorables aux soldats, économie militarisée, population militarisée,...

Cette situation hyper-militarisée est malheureusement peu remise en question par les prolétaires en Israël, et ce malgré le développement qu'a connu et que connaît encore la lutte en Palestine. De fait, les soulèvements répétés en Cisjordanie et à Gaza n'ont malheureusement pas empêché les prolétaires en Israël de se cantonner jusqu'ici dans une indifférence coupable face aux massacres qu'accomplit l'armée israélienne, et cela quand ils ne se sont pas purement et simplement alignés derrière les plans mis en place par la bourgeoisie israélienne pour écraser les intifadas successives. Il faut bien constater que, la plupart du temps, les prolétaires en Israël n'ont fait que reproduire l'idéologie de l'ennemi de classe, ce qui, dans le contexte des affrontements sociaux qui se déroulent en Palestine, est particulièrement lourd de conséquences pour leurs frères de classe.

7. Les chiffres officiels au 6 septembre 2002, étaient de 1835 morts du côté palestinien et de 604 morts du côté israélien.

8. 99% du soutien apporté par la bourgeoisie nord-américaine à l'Etat d'Israël est intervenu après 1967, c.à.d. après qu'Israël ait fait ses preuves comme puissance régionale en gagnant la guerre dite des Six Jours. Aujourd'hui, ce soutien est justifié par le «devoir historique de défendre Israël» et se réfère explicitement «au droit des juifs à avoir une terre». Mais l'Etat nord-américain se garde bien d'expliquer pourquoi Israël n'a pas bénéficié du même soutien entre 1948 et 1967, à un moment où il était pourtant beaucoup plus vulnérable. Les voies de l'hypocrisie sont sans fin.

9. «Israël reçoit grosso-modo un tiers de la totalité du budget pour l'aide extérieure, alors que son territoire comprend moins de 0.001 % de la population mondiale... En d'autres mots, Israël, un pays d'approximativement 6 millions de personnes reçoit plus d'aide U.S. que l'Afrique, l'Amérique Latine et les Caraïbes réunis, si l'on retire l'Egypte et la Colombie.» La plupart de ces informations et chiffres sont tirés de «U.S. Aid - Lifeblood of the Occupation», Matt Bowles in *Left Turn* n°4, mars-avril 2002. On trouve d'autres informations sur le site <http://www.sustaincampaign.org/>

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

10. Au sortir d'une guerre, les vainqueurs n'imposent pas seulement aux vaincus leurs conditions en termes économiques et politiques, ils dictent également le cadre idéologique dans lequel il faudra désormais justifier leur victoire et «penser» l'histoire. Ainsi, les vainqueurs de '40-'45 n'ont pas hésité à recadrer leurs conquêtes dans la guerre impérialiste en une immense bataille «antifasciste» menée pour libérer le monde de l'antisémitisme nazi et des camps de concentration. Pour faire passer cette version, il a évidemment fallu mettre de côté les aspects contraires à cette vérité: les multiples alliances passées avec les nazis avant la guerre (dont le pacte Hitler-Staline), le refus des Etats «antifascistes» d'accueillir les juifs dont l'Allemagne voulait se débarrasser, l'existence de camps de concentration aux USA, en Angleterre, en France, le soutien apporté par Winston Churchill aux massacres mussoliniens en Abyssinie, la collaboration ouverte des Etats occidentaux aux déportations en Allemagne de juifs, etc.

11. Il suffit de jeter un oeil à la manière grossière dont a été disqualifiée la dernière vague d'abstention en France: occultation des chiffres réels, assimilation des non-votants à des nazis, chasse idéologique à l'abstentionniste, ... Accusé d'être tout à la fois ennemi de la Patrie, de la République et de la Démocratie, tout non-votant était forcé à faire son mea culpa et à s'engager publiquement à aller voter au second tour. L'Inquisition démocratique existe, les abstentionnistes l'ont rencontrée!

12. Le neveu de l'ancien premier ministre israélien Benjamin Netanyahu lui-même s'est déclaré objecteur de conscience et a affirmé publiquement son refus de servir dans les territoires occupés. Son lien de parenté avec Netanyahu a permis qu'on fasse un peu plus de publicité sur son cas mais cela n'a pas empêché les militaires israéliens de l'envoyer en prison, où il se trouve maintenant depuis 4 mois (décembre 2002).

Les justifications des actions menées par l'armée israélienne s'arment bien entendu d'idéologies diverses, selon les fractions qui les expriment: les rabbins bénissent les armes qui assassinent les palestiniens au nom de «la lutte contre le Mal», tandis que les laïcs -Shimon Pérès, prix Nobel de la Paix en tête- stigmatisent quant à eux «la lutte contre le terrorisme». Mais toutes en appellent à la «mère patrie», en fait «l'armée-mère», une armée qu'on ne nomme même plus «armée» mais qui trimbale partout son propre petit nom -«Tshal»- comme pour se différencier des autres, comme pour signifier le caractère protecteur et bienveillant de ses tueurs.

De plus, aussi diverses soient les explications de cette guerre de destruction menée par l'Etat israélien, elles viennent toutes se cimenter dans une sorte de revendication mystique des souffrances passées du «peuple juif» comme caution indiscutable de l'action présente. Comme partout, mais plus fort encore ici, l'Etat impose la justification profonde de son existence dans un mélange d'idéologie et de religion empêchant toute contestation, toute remise en question de la version officielle des raisons qui fondent ses actions. «*L'holocauste est la nouvelle religion d'Etat en Israël*», déclarait une actrice israélienne juive pour expliquer la difficulté de formuler une quelconque critique à l'Etat⁹. Et en effet, à l'image des justifications émises lors de la plupart des guerres menées par le camp occidental ces dernières décennies, l'Etat d'Israël légitime la terreur que l'armée sème actuellement sur son passage en renvoyant au gouffre qui séparerait ses propres crimes des atrocités commises à l'égard du prolétariat juif par le camp vaincu -l'Etat allemand, lors de la dite deuxième guerre mondiale. Ces sordides comparaisons sur l'échelle des horreurs capitalistes, outre ce qu'elles occultent¹⁰, constituent le ciment d'un énorme consensus national où toute contestation du terrorisme d'Etat local se heurte à cet extraordinaire dogme induisant qu'*aucune souffrance infligée à personne n'égalera jamais les persécutions subies par le peuple juif sous le nazisme*. Un universitaire de Tel Aviv, militant contre la guerre menée par l'Etat d'Israël, dénonçait récemment le cynisme qui se cache derrière cet implacable raisonnement,

dans ce qu'il décrivait comme «la logique d'Auschwitz»:

«*Voilà bien la logique d'Auschwitz dans une coquille de noix. Ramallah n'est pas Auschwitz. Israël n'est pas le Troisième Reich. Nous n'avons pas de camp de la mort et nous n'avons pas massacré un tiers de la population palestinienne dans des chambres à gaz. Donc, tout ce que nous faisons est correct. Nous pouvons couvrir les territoires occupés de gaz lacrymogènes et de sang, nous pouvons tuer et blesser et torturer et menacer et déposséder, nous pouvons entourer des millions de personnes de grillages électrifiés et de tanks dans de minuscules enclaves, nous pouvons les assiéger et les bombarder quotidiennement, nous pouvons envoyer à pied les femmes enceintes à l'hôpital, et nous pouvons également tirer sur les ambulances. Car aussi longtemps que nous resterons ne fut-ce que 10 centimètres en dessous des atrocités de l'Allemagne Nazie, tout ira pour le mieux, et ne vous aventurez pas à oser une comparaison. On dit parfois que le Mieux est l'ennemi du Bien. Israël est en train de démontrer en quoi le Pire est le meilleur ami du Mal. Et un grand merci à Adolf Hitler pour avoir mis en place d'aussi insurmontables normes^b.*»

Ces notes ne partent pas explicitement du point de vue du prolétariat, mais elles ont pourtant valu à son auteur toute une série de menaces et d'intimidations. Cela témoigne de la logique de fer à laquelle se heurte notre classe face à l'Etat d'Israël lorsque la moindre critique est formulée. S'attaquer à la religion de l'Holocauste en Israël est pire que de remettre en question le dogme justifiant la démocratie en Europe de l'ouest. Quand on voit, par exemple en Occident, la manière dont est rejetée comme «poujadiste» ou «philo-fasciste» toute réaction cherchant ne fut-ce qu'à sortir du parlementarisme¹¹, on imagine la terreur que doit représenter pour un prolétaire en Israël une quelconque critique de la religion d'Etat locale, ce qui n'excuse évidemment pas le manque de solidarité pratique avec son frère en Palestine.

Et que dire des critiques à l'armée et de tous ceux qui cherchent à résister à l'embrigadement militaire généralisé? L'objection de conscience, particulièrement en temps de guerre, est un délit assimilé à la *haute trahison*¹². Même une démarche pacifiste prend ici une autre dimension. Distribuer un simple tract appelant à l'arrêt de

la guerre ou s'opposant au développement des colonies, c'est risquer sa peau face aux militants du Kach ou aux colons.

L'union nationale est donc très puissante en Israël et, nous l'avons souligné, le prolétariat s'y trouve pratiquement dissous. Cela rend d'autant plus intéressantes les quelques ruptures qui se sont dessinées ces derniers temps face à l'ordre social local, des ruptures qui sont parties de soldats israéliens et qui semblent se généraliser à d'autres secteurs.

Ainsi, le 26 janvier 2002, 53 officiers et soldats de réserve de l'armée israélienne ont publiquement fait connaître leur refus de «*combattre dans cette guerre pour la paix des colonies... de combattre dans les territoires occupés pour dominer, expulser, affamer et humilier un peuple entier*». Cet appel a été publié dans le quotidien israélien Haaretz.

Ce n'est pas la première réaction en ce sens puisqu'en août 2001 déjà 62 étudiants avaient fait savoir leur décision de ne pas répondre à un éventuel envoi dans les territoires et cela pour des motifs politiques. Mais cette réaction-ci, rendue publique dans un journal israélien sous forme d'annonce et signée directement par des militaires en exercice, a mis au grand jour une réalité généralement soigneusement occultée.

Ainsi à l'image des 53 signataires mentionnés plus haut, plus de 400 réservistes ou soldats israéliens ont, depuis le début de la nouvelle Intifada (septembre 2000), rendu public leur refus de se battre dans les «*territoires occupés*» et une quarantaine d'entre eux ont été jetés en prison pour cela. Yair Hilu, 18 ans, a été récemment condamné à la prison militaire pour avoir refusé de faire son service militaire «*dans cette entité violente qu'est l'armée*», selon ses propres paroles. L'Etat israélien ne fait évidemment pas beaucoup la publicité de ces données (pas plus que l'Etat palestinien d'ailleurs). Il est donc difficile de connaître le nombre exact de prolétaires qui ont refusé de se battre, mais on estime -sur base des estimations de l'armée elle-même- que pour une personne qui a rendu public son refus de servir l'Etat, 8 ou 9 autres soldats expriment la même position, sans oser affronter directement leurs supérieurs. Lors de la première Intifada déjà (1987-1991), plus de 2500 soldats refusèrent clairement de se rendre en Cisjordanie et

à Gaza, ce qui signifierait, sur base des calculs faits précédemment qu'ils furent environ 20.000 à refuser de partir et à affronter d'une façon ou d'une autre la répression de l'Etat.

L'armée israélienne relativise cette réalité et, malgré les témoignages et le nombre croissant de prises de position en ce sens, répète sans cesse que «*le moral est bon*» et que les «*soldats sont motivés*». Pourtant, les réactions de l'Etat ne laissent aucun doute quant à la peur de voir s'étendre le refus d'obéir. Un symptôme évident de cela est la façon dont les autorités militaires israéliennes évitent de jeter systématiquement en prison les soldats réfractaires afin de ne pas faire trop de remous autour du refus de servir. D'un autre côté, parce qu'ils affirment un refus plus général du système, ceux qui résistent trop ostensiblement à l'Etat ont droit à un traitement particulièrement humiliant devant servir d'exemple et décourager d'autres réfractaires. Autre symptôme, l'interdiction désormais faite à tout journaliste étranger au service information de l'armée israélienne de faire quel que reportage que ce soit; cette décision a été prise après que plusieurs appelés, interviewés sur les terrains de bataille mêmes, aient fait part devant les caméras de leur désarroi, de leur incompréhension des buts de cette guerre. Mais la peur de la désobéissance sociale du prolétariat prend un visage plus manifeste encore dans l'adoption, le 22 mai 2002, du plan d'austérité présenté par Sharon qui prévoit une réduction des allocations pour les familles dont les enfants n'ont pas effectué de service militaire. L'union nationale inconditionnelle autour de la guerre menée par l'Etat d'Israël est clairement l'enjeu de ces mesures particulièrement ciblées.

Il s'agit en effet d'empêcher tout soutien à ceux qui sont dénoncés comme les «*saboteurs du moral de la nation*». Car c'est bien là le problème de la bourgeoisie israélienne actuellement: comment empêcher que les questions posées par les prolétaires embrigadés sous l'uniforme ne se transforment en une réponse sociale et révolutionnaire de l'ensemble du prolétariat? Car aussi faibles que soient encore les réactions éparpillées des prolétaires en Israël face à la guerre, elles contiennent les germes d'une polarisation sociale pouvant transformer à terme la guerre entre les Etats israéliens et palestiniens, en un affrontement de classe, un affrontement entre d'un côté

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

13. Pour avoir soutenu publiquement «*ceux qui refusent aujourd'hui de servir dans les territoires palestiniens*», la chanteuse israélienne Yaffa Yarkoni, âgée de 76 ans, équivalent local et féminin de Frank Sinatra aux Etats-Unis, est passée du jour au lendemain du statut de «monument national» à celui de «*traître*» et de «*néga­tionniste*».

les défenseurs bourgeois de la nation et du capitalisme et, de l'autre, une classe sociale prenant conscience que la défense de la nation à laquelle on la contraint n'est qu'un prolongement des intérêts de ceux qui l'exploitent.

Pour exemplifier ces germes de polarisation sociale, il suffit de s'attarder sur ce premier appel des 53 soldats israéliens à ne plus combattre «dans les territoires occupés» et sur les réactions qu'il a suscitées. Si l'on s'arrête simplement au texte on verra qu'il contient énormément de faiblesses: les signataires y justifient les sacrifices faits dans le passé pour l'Etat d'Israël, prennent pour référence la sécurité de l'Etat, regrettent la dégradation de l'image «humaine» de Tsahal (sic!) et prétendent continuer à la servir. Mais le plus intéressant est moins ce qui y est dit que le fait en lui-même. Que dans le contexte d'une union nationale aussi compacte que celle qui règne en Israël, des soldats osent refuser les injonctions de leurs supérieurs et se mettent de la sorte aussi ouvertement en porte-à-faux avec les intérêts de leur bourgeoisie, avec tout ce que cela suppose également comme répression sociale, comme insultes, comme mépris, comme isolement de la part de la majorité des citoyens, donne un poids bien plus important à cette position à contre-courant. Il ne s'agit pas d'une réaction antimilitariste dans un contexte de paix sociale ou dans le cadre des «permissivités» de la démocratie parlementaire, il s'agit d'une rupture face à l'un des Etats nationalement les plus soudés du monde, un Etat qui joue un rôle de gendarme déterminant dans la région. Refuser de se battre pour «Tsahal», tout en dénonçant les souffrances infligées aux prolétaires de Palestine sur lesquels on est censé tirer, équivaut à s'affronter directement à toute cette cohérence politique puisée dans la mythologie du peuple martyr et armée de l'idéologie de l'antifascisme international, ciment des Etats vainqueurs et dominants depuis la Seconde guerre mondiale. C'est un affrontement peu banal.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle cet appel a immédiatement vu ses auteurs (et ceux qui les ont soutenus¹³) traités de «révisionnistes», de «traîtres», de «juifs haineux d'eux-mêmes», d'«antisémites» même. Le journal qui a publié ce manifeste a lui-aussi été dénoncé et de nombreux intellectuels s'en sont immédiatement démar-

qués. Pour contrer les effets défaitistes de cet appel et les enthousiasmes qu'il a suscités auprès de nombreux prolétaires qui voyaient enfin écrit noir sur blanc ce qu'ils pensaient tout seuls et tout bas, l'Etat a immédiatement réagi avec son terrorisme inhérent. Le ministre de l'éducation, Limor Livnat, a demandé l'inculpation de 200 universitaires qui soutenaient ces soldats refusant de servir dans les territoires palestiniens. La presse bourgeoise et les religieux ont appelé à soutenir le moral des militaires, à l'image du quotidien *Yediot Aharonot*, qui publia le 7 mai 2002 des lettres d'enfants d'écoles publiques religieuses appelant les soldats à «*tuer le plus d'arabes possible*», à «*trouer les palestiniens avec les F-16*»,... De même, le parlement israélien étudie des propositions de loi proposant notamment de punir de cinq ans d'emprisonnement «*l'expression d'un soutien à une organisation terroriste*» (et donc de condamner tout contact avec une organisation palestinienne quelle qu'elle soit).

Mais d'une façon ou une autre, et même s'il est trop tôt pour parler d'un mouvement se généralisant, si ce petit texte a suscité autant de réactions de la part de l'Etat, c'est bien parce qu'il révèle les brèches qui tendent à se former dans l'unité nationale. Depuis la publication de ce texte en janvier 2002, le nombre de signataires s'est élargi. Les derniers chiffres que nous possédons datent de mars 2003 et signalent 1100 signataires, parmi lesquels plus de 250 ont fini en prison. Mais au-delà de cette initiative, d'autres

**REFUSER DE SE BATTRE POUR
«TSAHAL», TOUT EN DÉNONÇANT
LES SOUFFRANCES INFLIGÉES AUX
PROLÉTAIRES DE PALESTINE SUR
LESQUELS ON EST CENSÉ TIRER,
ÉQUIVAUT À S'AFFRONTER DIRECTE-
MENT À TOUTE CETTE COHÉRENCE
POLITIQUE PUISÉE DANS LA MYTHO-
LOGIE DU PEUPLE MARTYR ET ARMÉE
DE L'IDÉOLOGIE DE L'ANTIFASCISME
INTERNATIONAL, CIMENT DES ÉTATS
VAINQUEURS ET DOMINANTS DEPUIS
LA SECONDE GUERRE MONDIALE.**

informations parlent de plus d'un millier de prolétaires israéliens refusant d'une manière ou d'une autre d'accomplir leur service militaire, qu'ils soient conscrits ou réservistes ou même officiers. On les appelle désormais les *refuzniks* et selon différentes associations, avec toute la prudence nécessaire lorsqu'on cite des chiffres, l'appui qu'ils auraient au sein de la société atteindrait aujourd'hui 25%.

D'autres initiatives publiques, du type de celle des 53 signataires ont eu lieu. Ainsi une lettre de Sergio Yahni, co-directeur de l'*Alternative information center*¹⁴, envoyée le 19 mars 2002 au ministre de la défense Ben Eliezer a également eu un certain écho. Elle porte plus profondément la contradiction à l'Etat en revendiquant le refus non seulement de combattre dans les territoires occupés, mais dans l'armée israélienne sous toutes ses formes: «*En tant que Juif, dit-il notamment, je suis révolté par les crimes que commet cette milice à l'encontre du peuple palestinien. C'est mon devoir en tant que Juif et en tant qu'être humain de refuser résolument de prendre part à un quelconque niveau à cette armée. Comme fils d'un peuple victime de pogromes et de destructions, je ne peux pas prendre part à votre politique malsaine. En tant qu'être humain, c'est mon devoir de refuser de participer à toute institution commettant des crimes contre l'humanité.*» Nous reproduisons l'intégralité de cette lettre en encadré ci-dessous.

Les références aux «crimes contre l'humanité» et à d'autres expressions fétiches de l'Etat d'Israël, utilisées de plus en plus souvent par des

prolétaires juifs pour dénoncer la politique de la bourgeoisie israélienne, montrent également que la cohésion nationale construite à partir du *martyr passé* est de moins en moins solide. C'est aussi un signal intéressant d'érosion de l'union nationale. La nation israélienne a beau être scellée par une série de facteurs extrêmement puissants, enracinant la légende aclassiste d'un *peuple juif* dans une immense tragédie historico-religieuse dont la fonction est de figer toute contradiction sociale, elle ne peut cependant pas empêcher le prolétariat de se révolter contre la dégradation matérielle de ses conditions d'existence.

Nombre de ceux qui proclamaient hier leur adhésion inconditionnelle à l'Etat d'Israël sur base du mythe de la terre promise, du peuple élu, sur base des difficultés à ériger cette petite patrie au beau milieu du désert, sur base des souffrances endurées pendant la deuxième guerre mondiale,... éprouvent aujourd'hui des difficultés croissantes à justifier ainsi l'activité terroriste et assassine de l'Etat israélien. La guerre et la dégradation de la situation sociale mettent de plus en plus de prolétaires israéliens en porte-à-faux avec l'idéologie de «leur» bourgeoisie. Suppression des allocations, augmentation des taxes scolaires et des frais de santé, plans d'austérité toujours plus douloureux, espace de vie entièrement militarisé, répression de toute alternative, écart de plus en plus ostensible entre riches et pauvres, augmentation visible et spectaculaire des taux de suicide¹⁵,... tous ces éléments du paysage national actuel conduisent inévitablement les prolétaires en Israël à envisa-

14. Le *Centre d'Information Alternative (AIC)* regroupe des militants israéliens et palestiniens en lutte contre l'occupation israélienne. Plusieurs d'entre eux ont subi à différentes reprises des poursuites judiciaires pour leurs activités. Pour communiquer avec cette organisation ou rentrer en contact avec Sergio Yahni, écrire à: AIC, POB, Jerusalem, Israël. E-mail: rtic@alt-info.org

15. Un rapport publié dans le quotidien *Yedioth Ahronoth*, souligne l'augmentation vertigineuse de l'angoisse et des troubles émotifs chez les jeunes en Israël. En 2001, plus d'un millier de jeunes ont cherché à se suicider, dont une bonne centaine d'enfants de 8 à 12 ans. Ces chiffres représentent une augmentation de 10% par rapport à l'année précédente. Par ailleurs, «*sur le terrain du fossé entre riches et pauvres, un rapport présenté ces jours-ci à la Knesset révèle qu'Israël est le second pays occidental dans le monde, après les Etats-Unis, en termes de différence de revenus.*» *La Repubblica*, 4 décembre 2002.

19 mars 2002

**Au Ministre de la Défense Ben Eliezer,
Ministère de la Défense.**

Un officier dont vous avez la responsabilité m'a condamné aujourd'hui même à 28 jours de prison militaire à cause de mon refus de prêter le service de réserve obligatoire. Je n'ai pas seulement refusé de servir dans les Territoires palestiniens occupés comme je l'ai fait ces 15 dernières années, je refuse également de servir dans l'armée israélienne sous quelque forme que ce soit. Depuis le 29 septembre 2000, l'armée israélienne a mené « une sale guerre » contre l'Autorité Palestinienne. Cette guerre sale comprend des exécutions extra-judiciaires, des

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

assassinats de femmes et d'enfants, la destruction des infrastructures économiques et sociales de la population palestinienne, l'incendie de terrains agricoles, le déracinement des arbres.

Vous avez semé la terreur et le désespoir, mais vous n'avez pas réussi à atteindre votre objectif fondamental : le peuple palestinien n'a pas renoncé à ses rêves de souveraineté et d'indépendance. Vous n'avez pas réussi non plus à apporter la sécurité à votre propre peuple, malgré toute la violence destructive de l'armée dont vous êtes responsable.

A la lumière de votre large échec, nous sommes maintenant témoins d'un débat intellectuel de la pire espèce entre israéliens : une discussion autour de l'éventualité de déporter et de tuer en masse les palestiniens.

L'échec de la tentative des leaders du Parti Travailleuse a imposé un accord au peuple palestinien nous a entraîné dans une « sale guerre » que Palestiniens et Israéliens payent de leur vie.

La violence raciste des services de sécurité israélien, qui ne voit pas des personnes, mais seulement des « terroristes » a aggravé le cercle vicieux de la violence pour les Palestiniens et les Israéliens. Même les Israéliens sont victimes de cette guerre. Ils sont victimes de l'agression irresponsable et erronée de l'armée dont vous êtes responsable. Même lorsque vous avez entrepris les plus terribles attaques contre le peuple palestinien, vous n'avez pas accompli votre devoir : procurer la sécurité aux citoyens israéliens. Les tanks à Ramallah n'ont pas pu enrayer votre plus monstrueuse création : le désespoir qui éclate dans les cafés. Vous, et les officiers militaires à vos ordres, avez engendré des êtres humains dont l'humanité disparaît dans le désespoir et l'humiliation. Vous avez créé ce désespoir et vous ne pouvez plus l'arrêter.

Il est clair pour moi que vous avez risqué nos vies pour que la construction illégale et immorale des colonies continue : pour Gush Etzion, Efrat et Kedumim : pour le cancer qui consume le corps social israélien. Au cours des 35 dernières années, les colonies ont transformé la société israélienne en une zone dangereuse. L'Etat israélien a semé le désespoir et la mort parmi les Israéliens et les Palestiniens. C'est pourquoi, moi je ne veux pas servir dans votre armée.

Votre armée qui se nomme elle-même « Israeli Defence Force » (Force de Défense d'Israël) n'est rien de plus que le bras armé du mouvement des colonies. Cette armée n'existe pas pour apporter la sécurité aux citoyens israéliens, elle n'existe que pour garantir la poursuite du vol de la terre palestinienne.

En tant que juif, les crimes que commet cette milice à l'encontre du peuple palestinien me répulsent. Il est de mon devoir comme juif et comme être humain de refuser catégoriquement de jouer quelque rôle que ce soit dans cette armée. En tant que fils d'un peuple victime de pogromes et de destruction, je refuse de jouer un rôle dans votre politique insensée. Comme être humain, il est de mon devoir de refuser de participer à toute institution qui commet des crimes contre l'humanité.

Sincèrement vôtre, Sergio Yahni.

ger matériellement leur position en tant qu'exploité et non en tant que juif ou israélien. Et de ce point de vue, une fois mis de côté les mythes spécifiques sur lesquels il repose, mythes qui sont propres à chaque nation, l'Etat d'Israël révèle sa véritable nature et apparaît pour ce qu'il est: ni plus ni moins qu'un vulgaire Etat capitaliste, comme les autres. Au-delà du mythe égalitariste des «pères fondateurs de Sion» et des projets de Terre Sainte se dessine tout simplement l'exigence d'une classe dominante qui, pour assurer le bon fonctionnement du capitalisme dans la région, structure son développement autour de la recherche de profit, avec toutes les conséquences que cela implique en termes de politique intérieure et extérieure. Comme toute classe dominante, la bourgeoisie israélienne a non seulement besoin de faire régner l'ordre à l'intérieur de ses frontières pour faire fonctionner ses entreprises, mais elle doit également se donner les moyens d'assumer son expansion face à ses concurrents. C'est donc pour discipliner «son» prolétariat et permettre un développement impérialiste (tout en assurant le maintien de l'ordre capitaliste dans la région) que les exploiters locaux exigent une armée compacte et disciplinée, imposent la conscription obligatoire, développent un Etat fort, un Etat capable de réprimer, de s'étendre, de coloniser, de gérer des déportations, d'assumer des massacres... bref capable de commettre une série de crimes en tous points semblables à ceux dénoncés à l'encontre *des juifs* et qui ont précisément servi de justification à l'établissement de l'Etat d'Israël en Palestine.

Et effectivement, le besoin impérieux de conquérir des territoires force l'Etat à dévoiler la nature barbare de son être, en Israël comme partout dans le monde. Conséquence de cette situation, les officiers et les ministres sont forcés d'exposer plus clairement leurs consignes, d'affirmer explicitement leurs intentions. Le mythe de la nation-martyr en prend un coup. «*Cassez-leur les os!*» avait déjà dit Yitzhak Rabin au début de la première Intifada, et ses soldats ne s'en étaient pas privés. Aujourd'hui on parle purement et simplement de déporter ou de tuer massivement les prolétaires enfermés dans les camps. L'ex-général Efi Eitam, récemment nommé ministre par Sharon trouve l'idée de «*transfert*» politiquement «*attrayante*»: selon cet

ancien travailliste, «*peu d'arabes resteraient*» en cas de guerre généralisée. Comme le souligne Sergio Yahni, «*nous sommes maintenant témoins d'un débat intellectuel entre israéliens ... à propos de la possibilité de déporter ou tuer massivement les palestiniens*»¹. «Nettoyage ethnique», «transfert», «déportation», «apartheid»... sont les termes, de plus en plus souvent prononcés, de la solution finale que prépare la bourgeoisie internationale à l'égard des prolétaires en Palestine. Le capitalisme demeure le capitalisme, quelle que soit sa couleur et cela jusqu'à la caricature: des officiers israéliens ont pris dernièrement l'initiative de tatouer des numéros sur les bras des palestiniens qu'ils arrêtaient.

Bref, les prolétaires israéliens écoutent sans doute d'une oreille moins crédule les fables racontées par les bourgeois israéliens pour les envoyer régulièrement, eux et leurs enfants, au front. Le prix humain qu'ils doivent payer pour défendre l'idée nationale entre de plus en plus violemment en contradiction avec l'horreur matérielle de la guerre.

UNE FOIS MIS DE CÔTÉ LES MYTHES SPÉCIFIQUES SUR LESQUELS IL REPOSE, MYTHES QUI SONT PROPRES À CHAQUE NATION, L'ÉTAT D'ISRAËL RÉVÈLE SA VÉRITABLE NATURE ET APPARAÎT POUR CE QU'IL EST: NI PLUS NI MOINS QU'UN VULGAIRE ETAT CAPITALISTE, COMME LES AUTRES. AU-DELÀ DU MYTHE ÉGALITARISTE DES «PÈRES FONDATEURS DE SION» ET DES PROJETS DE TERRE SAINTE SE DESSINE TOUT SIMPLEMENT L'EXIGENCE D'UNE CLASSE DOMINANTE QUI, POUR ASSURER LE BON FONCTIONNEMENT DU CAPITALISME DANS LA RÉGION, STRUCTURE SON DÉVELOPPEMENT AUTOUR DE LA RECHERCHE DE PROFIT, AVEC TOUTES LES CONSÉQUENCES QUE CELA IMPLIQUE EN TERMES DE POLITIQUE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE.

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

16. Les soldats qui refusent de se battre et sont pour cela jetés en prison, ne reçoivent plus le salaire de leur emploi régulier, contrairement à ceux qui acceptent de servir. Cette menace sur le salaire constitue évidemment un énorme obstacle matériel mis en place par l'Etat pour dissuader les prolétaires de rejoindre le camp des *refuzniks*.

17. Mais il ne perd pas courage pour autant. Dans une lettre, il affirme qu'«il n'y a aucun doute qu'il vaut mieux croupir en prison, isolé, le chapeau sur la tête, silencieux, en lavant la vaisselle et en pelant des oignons. Je préfère de loin les larmes que je verse quand je pèle des oignons sac après sac, aux larmes qui me viennent chaque fois que je vois en esprit les images de l'occupation».

Bien sûr, ces résistances ont encore actuellement bien du mal à sauter les barrières du préjugé national. On l'a vu, les réactions sont rares et se limitent encore la plupart du temps à un point de vue qui oppose la «bonne» politique à la «mauvaise» politique pour le pays. Mais, tout en ne sous-estimant pas le danger que représente l'absence d'un véritable programme révolutionnaire, nous persistons à défendre que ces illusions idéologiques sont moins importantes que les faits eux-mêmes: aujourd'hui en Israël, de jeunes prolétaires refusent d'accomplir leur service militaire et affrontent résolument le mépris social dont ils sont l'objet, des conscrits rendent publiques les raisons pour lesquelles ils ne veulent plus se battre, des soldats à la retraite lancent des appels à refuser de se rendre dans les territoires occupés, des familles entières soutiennent le choix des réservistes réfractaires malgré le poids financier que constitue la perte conséquente de tout salaire¹⁶.

Le dégoût de la guerre prend toutes sortes de chemins, de l'objection de conscience au refus pur et simple, et au-delà de l'inévitable confusion propre à toute ébauche de résistance au capitalisme et à la guerre, la réalité est là: dans un espace aussi contrôlé idéologiquement et militairement que celui d'Israël, des prolétaires recommencent à mettre leurs intérêts élémentaires en avant -ne pas crever- et à s'organiser pour le défendre.

La lettre qu'a récemment envoyée à «son» général un jeune soldat israélien refusant de se battre, révèle plus explicitement ce point de vue de classe et l'opposition d'intérêt existant entre généraux bourgeois et prolétaires soldats. Cette lettre intitulée «Ma réponse au général» est un autre témoignage, encore timide certes, mais néanmoins très intéressant de ce processus qui, partout et à toute époque, conduit à un moment ou un autre des soldats lancés par leurs chefs sur la route de la haine du prolétaire voisin à regarder plutôt du côté des émissaires assassins, du côté des patriotes, du côté de l'autorité militaire.

Au général le convoquant en octobre dernier à «participer à des opérations militaires» dans la bande de Gaza, le réserviste Yigal Bronner répond qu'il sait que cette mission implique l'obéissance aux ordres et qu'à un moment ou un autre il se trouvera dans un tank face à un officier qui aura lui-même obéi à des ordres

supérieurs et qui lui ordonnera à son tour de balancer un obus sur des Palestiniens. «Je suis l'artilleur. Je suis la petite vis d'une parfaite mécanique guerrière. Je suis le dernier et le plus petit maillon de la chaîne des commandements. Je suis censé simplement obéir aux ordres. Réduire mon existence à un stimulus-réaction. Entendre le commandant dire 'feu!', appuyer sur la gâchette et parachever ainsi l'ensemble du plan. Et tout faire avec la simplicité et le naturel d'un robot qui, tout au plus, ressent les secousses du tank quand l'obus est éjecté et vole vers sa cible... Mais j'ai un défaut, dit-il en paraphrasant Brecht, je suis un être humain et je peux penser... Je me vois donc dans l'obligation de désobéir à votre convocation. Je ne presserai pas sur la détente.»

Nous publions l'intégralité de cette lettre dans l'encadré ci-contre.

Pour prix de sa franchise, Yigal Bronner est condamné à 28 jours de prison, durant lesquels il est l'objet de mauvais traitements et d'humiliations incessantes. Il travaille 14 heures par jour dans les cuisines d'une caserne de jeunes conscrits, on lui interdit de parler aux autres prisonniers, ses affaires personnelles ont été confisquées, il n'a ni coussin ni couvertures pour dormir et on l'humilie en l'obligeant à porter un chapeau sur la tête toute la journée¹⁷. Bref, comme tous ceux qu'on veut soumettre à une obéissance imbécile, il endure l'habitude lâcheté de toutes les armées du monde, de tous les Etats du monde. Mais à l'image de ce que subissent tant d'autres prolétaires en Palestine, en Israël ou ailleurs dans le monde, ces vexations construisent les déterminations de demain, celles qui porteront les *refuzniks* israéliens d'aujourd'hui à se transformer en révolutionnaires internationalistes demain. Et gageons qu'à ce moment-là, ce ne sera plus seulement par des lettres que le prolétariat répondra à la violence des généraux.

* * *

MA RÉPONSE AU GÉNÉRAL, PAR YIGAL BRONNER

GENERAL, VOTRE TANK EST UN VEHICULE TRES PUISSANT.

Il rase des forêts entières et écrase des centaines de personnes. Mais il a un défaut : il a besoin d'un conducteur.

Bertolt Brecht.

Cher Général,

Dans votre lettre, vous écrivez que « étant donné la guerre en cours en Judée, en Samarie et dans la Bande de Gaza, et vu les besoins militaires », je suis appelé « à participer à des opérations armées » dans la Bande de Gaza.

Je vous écris pour vous informer que je n'ai pas l'intention de tenir compte de votre convocation.

Pendant les années 80, Ariel Sharon a érigé des douzaines de colonies au coeur même des territoires occupés, une stratégie dont le but ultime était la soumission du peuple palestinien et l'expropriation de leurs terres. Aujourd'hui, ces colonies contrôlent pratiquement la moitié des territoires occupés et étranglent les villes et villages palestiniens tout en obstruant – quand ce n'est pas carrément en interdisant -- les déplacements de leurs habitants. Sharon est maintenant Premier ministre et s'est attelé cette dernière année à réaliser l'étape définitive d'un projet entamé il y vingt ans. En fait, Sharon a donné des ordres à son laquais, le Ministre de la Défense, et à partir de là, ils dégringolent tout le long de la chaîne des commandements.

Le Chef de l'Etat Major a déclaré que les Palestiniens constituaient une menace de cancer et a donné des instructions pour les soumettre à la chimiothérapie. Le brigadier a imposé des couvre-feu pour une durée illimitée, et le colonel a ordonné la destruction des champs palestiniens. Le commandant de brigade a stationné des tanks sur les collines entre leurs maisons et a interdit aux ambulances d'évacuer leurs blessés. Le lieutenant-colonel a annoncé que les règles d'engagement étaient remplacées par un hasardeux « ouvrez le feu ! » Et le commandant du tank, à son tour, a ciblé un certain nombre de personnes et a donné l'ordre à l'artilleur de tirer un obus.

Je suis l'artilleur. Je suis la petite vis d'une parfaite mécanique guerrière. Je suis le dernier et le plus petit maillon de la chaîne des commandements. Je suis censé simplement obéir aux ordres. Réduire mon existence à un stimulus-réaction. Entendre le commandant dire 'feu!', appuyer sur la gâchette et parachever ainsi l'ensemble du plan. Et je suis supposé faire tout cela avec la simplicité et le naturel d'un robot qui, tout au plus, ressent les secousses du tank quand l'obus est éjecté et vole vers sa cible.

Mais comme l'a écrit Bertolt Brecht : *Général, l'être humain est très utile. Il peut voler et il peut tuer. Mais il a un défaut. Il peut penser.*

Et en effet, mon général, qui que vous soyez – colonel, brigadier, chef de l'Etat-Major, ministre de la Défense, Premier ministre, ou tout cela ensemble-, je suis capable de penser. Peut-être ne puis-je pas faire grand chose de plus. J'avoue qu'en tant que soldat, je ne suis pas particulièrement doué ou courageux ; je ne suis pas un excellent tireur et mes capacités techniques sont limitées. Je ne suis pas non plus très sportif, et je n'arrive même pas à ce que mon uniforme m'aille bien. Mais je suis capable de penser.

Je peux voir où vous m'emmenez. Je comprends que nous allons tuer, détruire être blessés et mourir, et que ça ne finira jamais. Je sais que « la guerre en cours » dont vous parlez se prolongera encore et encore. Je peux voir que si les « besoins militaires » nous conduisent à assiéger, à chasser, à abattre et à affamer tout un peuple, alors quelque chose dans ces « besoins » ne va pas du tout.

Je me vois donc dans l'obligation de désobéir à votre convocation. Je ne presserai pas sur la détente.

Je ne me fait aucune illusion, bien sûr. Vous me chasserez. Vous trouverez un autre artilleur – quelqu'un qui sera plus obéissant et plus capable que moi. Les soldats de ce type ne manquent pas. Votre tank continuera à rouler ; ce n'est pas un insecte bourdonnant comme moi qui va réussir à arrêter un tank en marche, et encore moins une colonne de tanks, et certainement pas tout ce défilé de folie. Mais une guêpe, ça peut bourdonner, irriter, exaspérer, et parfois même, mordre.

Et à la fin, d'autres artilleurs, d'autres conducteurs et commandants, qui seront témoins de ces tueries insensées et de ce cycle de violence sans fin commenceront eux aussi à penser et à bourdonner. Nous sommes déjà forts de plusieurs centaines. Et à la fin du jour, notre bourdonnement se transformera en un grondement assourdissant, un grondement qui se répercutera dans vos oreilles et dans celles de vos enfants. Nos protestations seront retenues dans les livres d'histoire, pour les générations à venir.

Donc, Général, avant de me chasser, peut-être que vous aussi, vous devriez penser un petit peu.

Sincèrement votre, Yigal Bronner .

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

**Nous ne sommes ni israéliens,
ni palestiniens, ni juifs,
ni musulmans...**

Nous sommes le prolétariat!

LE mot d'ordre qui a servi de titre à cet article s'inspire de la riposte cinglante fournie par des grévistes anglais à leurs exploités qui, lors de la dite première guerre mondiale, les accusaient d'être complices de l'ennemi: «*nous ne sommes ni anglais, ni allemands, nous sommes le prolétariat!*» avaient-ils répliqué. Cette précision politique, renvoyée ici avec rigueur et orgueil à la face des nationalistes anglais, représente toujours dans une situation de guerre impérialiste, un saut de qualité essentiel pour le développement de la révolution, non seulement parce que cette désolidarisation de l'union nationale contient l'affrontement à «sa propre» bourgeoisie, mais aussi parce qu'en refusant l'identité nationale à laquelle veut les enchaîner l'ennemi de classe, les prolétaires promotionnent simultanément les liens naturels qui les unissent aux prolétaires des autres nations. Là réside l'essence du défaitisme révolutionnaire. Dénoncer «sa» bourgeoisie comme son ennemi direct et s'y affronter («*nous ne sommes pas anglais...*»), tout en s'affirmant comme classe révolutionnaire («*nous sommes le prolétariat...*») est un stimulant phénoménal pour la généralisation de la lutte de classe y compris dans le camp dit adverse.

C'est aussi l'enjeu des brèches qui pourraient se développer au sein de cette union nationale tellement indispensable à l'Etat d'Israël pour qu'il puisse continuer à assumer son rôle de gendarme au Proche-Orient. Les refus de servir actuels sont manifestement gênants pour l'Etat, mais pour qu'ils ne demeurent pas de simples «objections de conscience», relativement supportables et encadrables par l'Etat, ils doivent forcément s'armer d'une *perspective sociale*. Une perspective sociale qui ne réside pas tant dans l'extension obligatoire du nombre de refuzniks, que dans le fait de voir ces prolétaires définir ouvertement leur rejet de l'armée comme un affrontement à part entière au capitalisme, comme un affrontement non seulement aux ministres

«corrompus» et aux «mauvais» généraux mais à tout le système dont ils sont produits, à «leur propre» bourgeoisie, à l'Etat dans sa totalité.

«*Nous ne sommes ni israéliens...*»: l'exploitation ne connaît pas de frontières, nous ne pouvons défendre les frontières qui balisent notre exploitation; nous n'avons aucun intérêt en commun avec les bourgeois qui nous exploitent et nous envoient nous battre et nous salir; nous voulons la défaite de «nos» exploités, de «nos» bourgeois, de «notre pays», pour abolir toute exploitation et toute frontière...

«*...ni palestiniens...*»: en oeuvrant à la défaite du capitalisme là où nous nous trouvons, nous encourageons pratiquement les prolétaires de l'autre camp à poursuivre et intensifier leur lutte, nous appelons nos frères de classe soumis au camp national adverse à se reconnaître comme frères de classe, à rejoindre les rangs de ceux qu'on appelle chez nous des refuzniks, à désobéir à leurs propres officiers, à utiliser nos réseaux pour désertir, à fraterniser avec nous, à utiliser nos propres espaces pour défaire ensemble «leur» bourgeoisie...

«*Nous sommes le prolétariat!*» ... notre identité n'est pas nationale, elle est sociale; mais nous sommes bien plus que des ouvriers du bâtiment à Gaza ou à Tel Aviv, bien plus que des lanceurs de pierre palestiniens ou des refuzniks israéliens, bien plus que les catégories sociologiques dans lesquelles on cherche à nous enfermer,... en tant que prolétariat, nous sommes bien plus qu'une masse d'exploités, nous sommes un projet social révolutionnaire visant à abolir toute classe sociale, nous sommes le communisme.

Sans doute le prolétariat en Israël n'est-il pas encore capable de développer une pratique révolutionnaire qui s'articulerait autour d'aussi audacieuses formulations (pas plus qu'en Palestine ou dans le reste du monde aujourd'hui, d'ailleurs), mais les quelques ruptures que nous avons saluées dans ce texte, aussi isolées ou confuses soient-elles, témoignent du développement inéluctable de la contradiction aux projets morbides et barbares de l'Etat capitaliste et s'engagent sur ce chemin.

Nous l'avons souligné, la force de ces ruptures est qu'elles surgissent de l'intérieur, qu'elles s'affrontent pratiquement à leur propre armée, à leur propre Etat, à leurs propres idéologies, et

cela même si la clarté programmatique fait encore dramatiquement défaut, même si les formulations sont maladroitement, voire totalement inadéquates. La voie de la lutte de classe est tracée par le développement même de la catastrophe capitaliste, par l'incapacité du capitalisme à offrir autre chose qu'un accroissement de l'exploitation et des guerres, et ce sont ces déterminations qui forceront le prolétariat à se reconnaître plus ouvertement comme sujet révolutionnaire, à dépasser les contingences nationales, à prôner explicitement le défaitisme révolutionnaire et à affirmer pleinement l'abolition de l'Etat comme perspective.

Même si socialement ce n'est pas encore le cas aujourd'hui, des minorités tentent pourtant déjà, à contre-courant, de défendre certains aspects de cette perspective. C'est le cas par exemple d'un tract signé «Des Juifs contre le sionisme», tract distribué le 18 mai 2002 à Londres, lors d'une manifestation gauchiste «pour les droits des Palestiniens» dans lequel, ici aussi, des «Juifs» dénoncent les crimes de «leur» Etat, mais dans une perspective plus globale qu'ils relient à l'abolition de tout Etat:

«Le sionisme est un produit intrinsèque du nationalisme mondial, du colonialisme et de l'étatisme. Né au moment où le monde était sur le point d'être découpé et le système Etat-Nation européen consolidé, le sionisme est le complice de l'Occident et un fléau pour les palestiniens. L'alliance sioniste avec le pouvoir et la tyrannie n'en fait pas le protecteur des Juifs. Il a collaboré en permanence avec les racistes et les assassins pour poursuivre la colonisation de la Palestine. A l'opposé de cela, nous soutenons tous ceux qui cherchent à renverser 'leurs propres' gouvernements, 'leurs propres' dirigeants. Nous soutenons les luttes qui visent à défaire l'Etat et le capitalisme (...) Les fondateurs du sionisme rejettent la possibilité de vaincre l'antisémitisme à travers la lutte populaire et la révolution sociale (...) Le racisme et l'oppression dont témoigne l'Etat d'Israël n'a rien d'extraordinaire. Les trahisons historiques du sionisme n'ont rien d'exceptionnel: c'est le lot de toute forme de nationalisme. Notre anti-sionisme est basé sur l'opposition à tout Etat, à toute frontière, à toute nation; il est basé sur l'opposition aux dominants et aux exploités du monde entier.

***Pour une Intifada globale
et pour l'abolition de toute frontière!»¹⁸***

Les champs de bataille permanents que sont en train de constituer les Etats israéliens et palestiniens comme espace de vie, tout autant que l'utilisation macabre de la martyrologie pour alimenter leurs besoins respectifs en chair à canon, poussent de plus en plus de prolétaires à rompre avec leur religion d'Etat respective et à désigner leur ennemi commun. Et cet ennemi commun, à toute époque, quelle que soit notre nationalité, reste le capitalisme, l'Etat qui le structure, l'armée qui le défend, la bourgeoisie qui l'incarne.

Face à tous ceux qui tentent de ramener nos révoltes anticapitalistes sur un terrain national, revendiquons haut et fort le drapeau des sans-patrie, la lutte des sans-grade, la perspective internationale d'une société sans classe.

Développons nos organisations sans tenir compte de nos nationalités. Cherchons au contraire à fraterniser, à prendre contact des deux côtés de la frontière et à développer des liens militants permettant aux prolétaires des deux côtés d'échapper aux officiers, aux mollah ou aux rabbins qui cherchent à les enrôler.

Développons ensemble la lutte contre «notre propre» bourgeoisie! Retournons nos armes et opposons-nous à ceux qui nous envoient nous massacrer! Développons le défaitisme révolutionnaire!

C'est dans le contexte de cette lutte sans trêve que mène le prolétariat en Palestine, dans le contexte également des premières brèches dans l'union nationale qui se produisent dans l'Etat d'Israël, que nous proposons ici en «Mémoire ouvrière» un tract datant de 1943 dans lequel des militants révolutionnaires appellent les prolétaires «juifs» à lutter contre «leur propre» bourgeoisie, rompant ainsi violemment avec l'antifascisme et le stalinisme qui cherchaient alors à désigner tout allemand comme leur ennemi. Contre cette assimilation des prolétaires à l'Etat(ou tout soldat appartenant au camp nazi) comme complice de l'Etat qui l'envoyait se battre.

«Ne croyez plus les menteurs nationalistes. Les ouvriers allemands et italiens sont comme nous des victimes, ils sont nos frères de classe», déclarent les militants des Communistes

POUR UNE INTIFADA GLOBALE ET POUR L'ABOLITION DE TOUTE FRONTIÈRE!»

18. Les auteurs dénoncent eux-même comme «gauchiste» la manifestation «pour les droits palestiniens» au cours de laquelle ils distribuèrent ce tract. Ils s'associèrent «aux autres trouble-fêtes anti-capitalistes» pour se placer en tête de la manifestation sous une bannière indiquant «Des Juifs contre le Sionisme... et contre tous les Etats».

Adresse de contact: JewsAgainstZionism@hotmail.com
Au-delà des critiques qui doivent être faites à ce tract (il ne met pas explicitement en avant le prolétariat comme sujet révolutionnaire et, même si c'est pour le remettre en question, il reste trop sur le terrain des catégories bourgeoises: les palestiniens, les Juifs), si nous le publions, c'est aussi parce que la religion d'Etat israélienne est ici attaquée par des prolétaires censés être soumis à cette idéologie, ce qui donne encore plus de force aux positions qui y sont défendues. On nous objectera que le prolétariat n'a pas de patrie et qu'il n'y a donc aucune raison, a priori, de se référer explicitement aux pays ou cultures dont sont originaires ces militants qui appellent à la destruction de l'Etat. (Suite en page suivante)

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

Révolutionnaires en s'adressant en yiddish aux «ouvriers juifs».

Hier, aujourd'hui, demain, face à tous ceux qui chercheront à nous diviser, à détourner nos luttes, à trouver des «différences» de situation pour mieux justifier l'appartenance à un peuple

spécifique (qu'il soit «élu» ou «martyr») nous répliquerons, comme les auteurs du tract: *«Les capitalistes sont unis contre nous, unissons-nous contre les capitalistes!»*.

Mars 2003.

(Suite note 18)
Mais la contradiction n'est qu'apparente car ce n'est pas en tant que nationaux israéliens que signent ces camarades, mais bien en tant qu'anti-nationaux, en tant qu'ennemis de la nation israélienne et de toute nation, de tout nationalisme. C'est bien là la dynamique du défaitisme révolutionnaire. En dernière instance, c'est précisément le chemin parcouru entre l'origine des auteurs (la religion juive ou la nationalité israélienne) et le but (contre tout Etat, tout nationalisme) qui rend leur démarche plus profondément internationaliste et ne constitue pas un appel opportuniste ou platonique. Pour le résumer autrement, brandir en Israël un calicot défendant «A bas l'Etat d'Israël, à bas tous les Etats!» a une portée politique bien plus forte que ce même calicot en Palestine.

TRACT

Ouvriers juifs, camarades

Le premier mai est le jour du prolétariat international, le jour de la fraternisation prolétarienne. La nouvelle guerre mondiale dure déjà depuis quatre années. C'est une guerre qui ne touche pas tellement les riches et ce sont les pauvres qui en sont les victimes. Vous êtes pourchassés, maltraités, exploités et exterminés.

Classe contre classe

Le capitalisme international a besoin sans arrêt de chair à canon fraîche, de main-d'oeuvre à bon marché. Les ouvriers français, allemands, polonais, italiens, tchèques et bien d'autres, sont opprimés comme nous autres juifs. En Afrique, en Amérique, en Russie, croyants ou non croyants, latins, arabes, noirs, jaunes, blancs, les travailleurs sont broyés par leurs propres oppresseurs. Partout dans le monde, l'impérialisme a enfermé les prolétaires dans un immense camp de concentration.

Combien de Juifs capitalistes sont déportés? Pas un seul. Ils ont tous quitté la France. Et les masses de prolétaires juifs crèvent, déportés dans des wagons plombés vers les camps de la mort. Beaucoup vivent dans la clandestinité sans papiers ni argent, abandonnés par les bourgeois et les bureaucrates juifs.

Classe contre classe

Pas un seul capitaliste français n'a été déporté. Pas un seul capitaliste allemand ou italien n'est tombé sur le front oriental, pas un seul capitaliste anglo-américain n'a crevé dans les déserts d'Afrique.

Tous les prolétaires sont vendus et exploités par leurs capitalistes. Tous les esclaves sont nos frères, tous les capitalistes et tous les traîtres sont nos ennemis. Plus jamais peuple contre peuple, mais, classe contre classe.

Dans l'organisation Todt, des esclaves allemands, juifs et bien d'autres doivent travailler, opprimés par les SS et surveillés parfois par des flics juifs. Les gardes-mobiles français pourchassent les ouvriers français. La Gestapo recherche des déserteurs et des réfugiés allemands. Le Guépéou fusille des communistes russes. Les polices anglaise et américaine opèrent contre les grèves en Angleterre et en Amérique.

Mais les travailleurs répondent

A Arcachon, quatre cents travailleurs allemands et mille juifs français font grève pour une meilleure alimentation. Dix Allemands et vingt-cinq Juifs ont été fusillés mais la grève continue. Les Allemands partagent la nourriture avec les Juifs car les SS ont interdit la distribution de vivres aux Juifs. Les ouvriers français et étrangers s'entendent dans la lutte contre les gendarmeries française et allemande.

Des ouvriers allemands désertent, la résistance passive s'étend dans le pays. Tous les mois, des milliers et des milliers d'hommes sont fusillés. Dans le monde entier, il y a beaucoup de grèves et de luttes. La guerre impérialiste se transforme en guerre civile contre les bourreaux capitalistes.

Travailleurs juifs, camarades, où est votre place?

Avec la bourgeoisie juive? Ils vous ont toujours détestés et trahis. Ils profitent de la guerre pendant que votre sang coule. Ils sont toujours unis avec les capitalistes non juifs.

Dans quel but les sionistes vous proposent-ils l'entente avec la bourgeoisie juive pour un «pays juif»? Aujourd'hui, Churchill, Roosevelt et Goebbels sont également pour un pays juif qui serait un nouveau camp de concentration pour les masses juives. Merci pour un tel pays juif. **La question juive ne peut être résolue que par la fraternisation de tous les travailleurs, par la révolution dans le monde entier.** Sans victoire de la révolution prolétarienne généralisée, les Juifs seront toujours exploités et pourchassés. Votre place est avec les prolétaires du monde entier.

Le mouvement sioniste crée des colonies, il y vient beaucoup de jeunes mais il n'y a guère de possibilité de vie pour cette jeunesse. Où va l'argent destiné à la jeunesse? La bureaucratie de la fédération UGIF usurpe toutes les responsabilités. Jeunesse juive, ne te laisse pas exploiter par les sionistes et la bureaucratie juive.

Camarades

Pensez à nos morts. Pensez à nos frères dans les camps qui attendent. Pensez à vos frères, à vos soeurs, à vos hommes et vos femmes, à vos fiancées, à vos enfants, à vos pères et mères qui sont dans les camps avec des millions de Polonais, Tchèques, Russes, Français et Allemands, déportés dans l'enfer. Ils attendent votre action pour leur libération.

Ils ont compris que c'est seulement par l'action de tous les opprimés que nous pouvons être sauvés. Nos camarades sont-ils tombés pour rien? Pouvez-vous oublier nos frères dans les camps de la mort?

N'espérez rien de Roosevelt, Churchill ou Staline! Comptez seuls sur vos propres forces, sur les prolétaires révolutionnaires de tous les pays.

Ne croyez plus les menteurs nationalistes. Les ouvriers allemands et italiens sont comme nous des victimes, ils sont nos frères de classe. Les SS sont, pour eux comme pour nous, l'ennemi principal.

Les capitalistes sont unis contre nous, unissons-nous contre eux! Nous sommes les plus forts, nous sommes les masses!

A bas la guerre impérialiste!

A bas le nationalisme!

Assez de pogromes, massacres et déportations!

Vive le 1er mai, journée de fraternisation prolétarienne internationale!

Vive la nouvelle internationale ouvrière!

En avant pour la révolution prolétarienne mondiale!

Paix! Liberté! Pain!

1er mai 1943. Les Communistes révolutionnaires.

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

19. La référence gênée de l'auteur à la «Troisième période» de l'Internationale Communiste pour qualifier les affirmations «classe contre classe» du tract présenté ici, dénote une influence certaine de la critique trotskyste ou démocrate du stalinisme. En effet, l'IC n'a fait que récupérer de manière opportuniste et tout à fait momentanée des mots d'ordre appartenant depuis toujours au prolétariat, et il est tout à fait contre-révolutionnaire de les assimiler maintenant aux fractions bourgeoises qui les ont utilisées. Ainsi, la dénonciation de la social-démocratie comme *parti bourgeois* ou l'appel à lutter *classe contre classe* font partie des affirmations et des ruptures historiques du prolétariat. Le fait que le stalinisme ait utilisé momentanément ces slogans pour ses propres traficotages bourgeois dans les changements et re-changements d'alliance n'invalide en rien ces positions.

A propos du tract et de ses auteurs: les «Communistes Révolutionnaires»

LES traces des leçons que les communistes ont tirées de notre lutte historique sont rares et précieuses. La bourgeoisie aussi est consciente de la valeur de ces matériaux du passé et dépense une immense énergie à occulter la mémoire de notre classe, à diffamer nos anciens camarades, à dénaturer leurs combats, à détruire leur presse...

C'est dans le cadre de la réappropriation de notre passé que nous présentons ce tract signé «*Les Communistes Révolutionnaires*» et diffusé le 1er mai 1943, en pleine guerre, dans le sud de la France¹.

Le peu d'informations que nous possédons sur ce document et le groupe qui l'a diffusé, nous viennent de plusieurs sources:

Tout d'abord, nous avons trouvé la traduction française de ce tract dans le livre de Maurice Rajfus: «*L'an prochain la révolution. Les communistes juifs immigrés dans la tourmente stalinienne. 1930-1945*» (Editions Mazarine, Paris, 1985). Voici le seul commentaire de cet historien:

«*Au-delà de la terminologie et des slogans calqués sur la 'Troisième période' de l'Internationale communiste, ce tract constitue un document remarquable car il rompt avec la confiance absolue qu'il était de rigueur d'accorder aux 'grands alliés'*¹⁹.»

Ensuite, nos recherches sur les traces des minorités communistes pendant cette période d'écrasement du prolétariat nous ont amenés à cerner de plus près la trajectoire historique du groupe qui a produit ce document. «*Jüdische Arbeiter, Kameraden!*», a été écrit, publié et diffusé par les militants organisés dans le groupe RKD, «*Revolutionäre Kommunisten Deutschlands*».

La filiation organisationnelle et programmatique des communistes d'Europe centrale qui va amener à la constitution des RKD est intéressante et nous allons la résumer ici.

En 1935, en Autriche, plusieurs groupes de militants des Jeunesses du KPÖ, «*Kommunistische Partei Österreichs*», forment une fraction qui critique de plus en plus ouvertement le parti stalinien pour rompre rapidement et se transformer en organisation

autonome sous le nom de RKÖ, «*Revolutionäre Kommunisten Österreichs*». Les RKÖ publient, en 1936-37, l'organe *Bolschewik*, dont la devise est: «*L'ennemi est dans notre propre pays!*». Leur militance représente une référence incontestable pour de nombreux militants qui, comme eux, s'inscrivent dans un processus de rupture avec le courant trotskyste, entre autre avec le groupe des «*Bolschewiki-Leninisten*». De 1937 à 1938, les RKÖ, très critiques vis-à-vis du courant trotskyste, affirment leur caractère internationaliste dans la revue «*Der Einzige Weg*» qu'ils publient en commun avec des révolutionnaires de Suisse et de Tchécoslovaquie.

En 1938, la répression les contraint à l'exil en Europe de l'ouest. Ils se rapprochent alors des positions de la RWL, «*Revolutionary Workers League*» aux USA, qui, en opposition ouverte au courant trotskyste, se détermine pour le défaitisme révolutionnaire pendant la lutte de notre classe en Espagne. Ils publient alors quelques brochures, les «*Juniusbriefe*».

En 1939 et 1940, à Anvers, en Belgique, les RKÖ publient la revue «*Der Marxist*» et, en France, «*Bulletin oppositionnel*». Ils constituent un pôle de rupture, autour de 1941, pour un certain nombre de militants trotskistes allemands en exil. Ils prennent alors le nom de «*Revolutionäre Kommunisten Deutschlands*» (RKD) en lieu et place de RKÖ.

En 1941, les RKD sont principalement implantés dans le sud de la France où ils déploient une activité importante en publiant régulièrement leur presse malgré l'exil, la clandestinité et la répression: le «*RK-Bulletin*», de 1941 à 1943, et «*Spartakus*», de 1943 à 1945. Les analyses contenues dans leur presse montrent un renforcement des positions internationalistes. Outre leur presse régulière, les RKD ont diffusé, de 1942 à 1944, dix tracts internationalistes (en allemand, yiddish, français et italien), dans des conditions de danger extrême. Le numéro de «*Spartakus*» d'avril 1945 contient un «*Appel des Communistes Révolutionnaires d'Allemagne au prolétariat allemand*» dont nous donnons ici quelques forts extraits:

«*N'oubliez pas que c'est le capitalisme qui a mis Hitler au pouvoir. C'est le capitalisme qui a provoqué la nouvelle guerre mondiale... Malgré leurs divergences impérialistes, les exploités de*

tous les pays sont unis contre le 'danger' de la révolution prolétarienne qui, pour eux, est un danger mortel...

Les capitalistes alliés et russes volent au secours de la bourgeoisie allemande contre le prolétariat allemand. Les capitalistes russes avec Staline à leur tête, étranglent tout mouvement révolutionnaire. Ils ont précédemment liquidé chez eux les conquêtes prolétariennes et révolutionnaires d'Octobre 1917. Les communistes en Russie ont été emprisonnés et fusillés. Le prolétariat a été réduit en esclavage, comme chez nous.

Ainsi il est logique que les massacreurs de la révolution russe déportent actuellement vos pères et vos fils, vos maris et vos frères, pour les obliger aux travaux forcés. Ils interdisent à leurs propres soldats de parler avec vous, ils vous calomnient en prétendant que vous êtes des 'nazis' parce qu'ils craignent et veulent empêcher à tout prix la fraternisation entre ouvriers allemands et russes.

Par contre ils ont fait la paix avec une partie des capitalistes et des hobereaux allemands, avec le Maréchal nazi Von Paulus. Ils s'appuient sur les bonzes nazis et les bourreaux SS graciés par eux. Il n'y a que les prolétariats allemand et russe qui, d'après eux, auraient le devoir de se haïr et de s'entrégorger, alors que MM. les capitalistes s'engraissent: voilà la volonté des Hitler, Staline, Churchill et Cie.

Les bourgeois anglais, américains et français n'agissent pas autrement...»

Affirmer les positions communistes consiste aussi à se démarquer de ses ennemis:

«Nous ne sommes ni social-démocrates, ni staliniens, ni trotskistes. Les questions de prestige ne nous intéressent pas. Nous sommes des communistes, des spartakistes révolutionnaires.»

En 1942, en France, se sont formés des groupes de CR, «*Communistes révolutionnaires*», qui, dans la revue «*Fraternisation prolétarienne*» en 1943 et 1944, défendent des positions similaires à celles développées par les RKD.

Malgré l'autonomie organisationnelle conservée par les deux groupes, ils ont malgré tout tenté d'unir leurs forces, voire de centraliser leur activité contre le Capital. Réunions, discussions, débats, etc., sont organisés en commun, toujours clandestinement. Ensemble, ils créent une commission internationale et publient un organe, «*L'Internationale*».

En 1944, l'OCR, «*Organisation Communiste Révolutionnaire*», est créée et publie deux organes, en commun avec les CR, «*Rassemblement communiste révolutionnaire*» et «*Pouvoir ouvrier*». Les RKD, en commun avec l'OCR, publient «*Vierte Kommunistische Internationale*», en 1944 et 1945. Pendant les années '40, il y a donc une mouvance révolutionnaire dans laquelle ces trois groupes: CR, OCR et RKD affinent leurs positions programmatiques dans la confrontation/démarcation avec les bordiguistes, les «anarchistes», les conseillistes et les trotskistes de gauche.

En 1945, la répression finit par avoir raison des militants RKD qui ont traversé les frontières, les familles politiques, la répression et le découragement pour affirmer toujours plus fort notre programme communiste.

* * *

MALGRÉ l'isolement prolongé et la répression des années les plus noires de la contre-révolution, les années 30 et 40, ces trois groupes de militants communistes ont développé, de ruptures en ruptures, une activité de classe. Ils ont fait oeuvre de reconstruction programmatique après la défaite de la vague de lutte 1917-23²⁰. Et ce tout en résistant à nombre de dites fractions communistes enlisées dans les oppositions centristes (trotskistes ou bordiguistes), enfermées dans la problématique de soutien et de soumission à la politique de l'URSS qui a assis sa domination sur la défaite de la révolution et le redressement de l'«Internationale Communiste». Cette dernière, gangrenée dès sa naissance par la contre-révolution, en est d'ailleurs très rapidement devenue un des fers de lance. Bref, les militants organisés au sein des CR, OCR et RKD ont du résister au processus historique de la contre-révolution.

C'est dans ce cadre et à contre-courant que ces groupes ont mené de front:

* *le bilan* nécessaire des luttes révolutionnaires des années 1917-23, qui les a conduits à assumer, au travers de leurs diverses ruptures, l'organisation du...

* ... *défaitisme révolutionnaire*, notamment par la diffusion, en plusieurs langues et en plusieurs pays, d'appels au développement et à l'unification de la lutte contre la guerre, com-

20. Le texte de l'OCR, paru dans «Le Prolétaire» en 1946, «*Révolution et contre-révolution en Russie*» et que nous avons publié dans «*Le Communiste*» n°28 (décembre 1988), constitue un apport inestimable dans la compréhension du processus de réappropriation programmatique du prolétariat en Russie durant la vague de lutte 17-23; période marquée des plus hauts faits de lutte et des manques de rupture expliquant ses tragiques retombées. Ce texte constitue un jalon fondamental dans la critique internationaliste, classiste, militante de cette gigantesque et terrible expérience d'affrontements révolutionnaires de notre classe. Nous l'avons fait précéder d'une présentation de l'activité de l'OCR en France, dans les années '40.

Nous ne sommes ni israéliens, ni palestiniens...

portant de claires dénonciations de la solidarité de toutes les fractions bourgeoises, de toutes les patries contre le prolétariat, et avançant des mots d'ordre organisatifs correspondant à l'intérêt unique et mondial du prolétariat.

* le travail de *regroupement et de centralisation internationale des forces révolutionnaires*.

Contre le stalinisme, ultra-dominant à cette époque, des milliers de prolétaires se sont tournés vers le trotskisme pour structurer leur lutte contre la bourgeoisie. Si le trotskisme défend globalement le programme réformiste bourgeois, le courant trotskiste renfermait pourtant aussi à ce moment-là un grand nombre de prolétaires combattifs, en rupture partielle avec le stalinisme (l'expérience de la révolution et de la contre-révolution en Espagne nous est précieuse en ce sens). Le mouvement communiste, traversant toute la société bourgeoise, a ratissé ceux qui ne se sont pas arrêtés et qui, rompant avec le trotskisme, expression de la contre-révolution centriste, sont arrivés sur des positions classistes, internationalistes. Les RKD représentent un exemple de ce courant communiste. Organisés d'abord au sein de la gauche de l'Opposition trotskyste, ces Communistes Révolutionnaires vont donc être porteurs de positions révolutionnaires, en rupture totale d'avec le courant trotskiste. Toute la force et la clarté de leur rupture, ainsi que celle des CR et de la future OCR, sera, à partir de la nécessité de prendre clairement position par rapport à la guerre, de remettre leur propre trajectoire en question et d'en tirer les leçons programmatiques.

Les camarades RKD qui signent le tract appelant à la solidarité prolétarienne et au défaitisme révolutionnaire contre tous les camps bourgeois font donc partie de cette petite minorité de militants qui, de ruptures en ruptures, s'est retrouvée comme une des rares organisations militantes à affirmer le défaitisme révolutionnaire comme matérialisation vivante de l'internationalisme du prolétariat. Les militants actuels et futurs ont beaucoup à apprendre de leur activité. C'est pourquoi la republication de ce document est d'une importance majeure, et cela pour diverses raisons.

En effet, bien qu'il s'adresse à des prolétaires «juifs» qui s'expriment alors principalement en yiddish, il est l'un des rares documents qui

dépasse et critique la spécificité juive. Se définir pro- ou antijuif, pro- ou antisionite, pro- ou anti-Israël... est toujours une attitude raciste, contre-révolutionnaire. C'est se soumettre à une polarisation bourgeoise. Le paragraphe suivant du tract est d'une clarté et d'une subversivité qui garde aujourd'hui encore toute sa force:

«*Travailleurs juifs, camarades, où est votre place?*

Avec la bourgeoisie juive? Ils vous ont toujours détestés et trahis. Ils profitent de la guerre pendant que votre sang coule. Ils sont toujours unis avec les capitalistes non juifs.»

Le prolétariat n'est ni juif, ni allemand, ni français, ni américain, ni chinois. Il est une classe mondiale aux intérêts identiques: la révolution communiste pour l'avènement d'une société humaine. Il est une classe qui subit la même exploitation perpétrée par une seule classe mondiale, la bourgeoisie. Cette bourgeoisie se décompose en mille visages... concurrents sur le marché de notre exploitation, mais fondamentalement elle a les mêmes intérêts partout: la perpétuation du capitalisme. Remettre cette réalité en avant, en 1943, est d'une force qu'il faut souligner.

Dénoncer l'idéologie du «peuple juif» est très important pour différentes raisons. L'idéologie de la persécution juive a été très structurante pendant mais surtout après la guerre, par rapport à deux axes:

* créer une justification pour la constitution d'un Etat juif gendarme, dans la région du Moyen-Orient;

* créer/renforcer la polarisation bourgeoise fascisme/antifascisme. Cette polarisation enferme encore aujourd'hui nombre de réactions prolétariennes sur ce terrain bourgeois. C'est une carte que la bourgeoisie n'a pas encore épuisée.

Seules des positions de classe permettent aux communistes de dépasser/nier ce fatras religieux-sociologico-historique antiprolétarien qu'est la spécificité juive.

Choisir de republier aujourd'hui ce tract c'est aussi participer à la défense invariante de la position historique des communistes, l'internationalisme. Ce tract se situe clairement sur notre terrain de classe de lutte contre les nations et les patries... contre le capital et toutes ses guerres. Le mot d'ordre: «Plus jamais peuple contre peuple, mais, classe contre classe»,

est un mot d'ordre communiste. Les staliniens l'ont détourné et utilisé pour augmenter encore la confusion au sein du prolétariat. La fraction bourgeoise stalinienne promotionnait le racisme et le nationalisme sous couvert d'antinazisme... à l'instar du poète stalinien Ilya Ehrenbourg qui bava, durant toute la guerre, d'immondes appels aux meurtres et aux viols:

«Nous ne disons plus bonjour ou bonne nuit! Le matin, nous disons: 'Tue l'Allemand!'; et le soir: 'Tue l'Allemand!' (...) Abats l'Allemand! C'est la prière que t'adresse ta vieille mère (...) Brisez par la violence l'orgueil racial des femmes germaniques. Prenez-les en butin légitime. Tuez, tuez, vaillants soldats de l'Armée rouge (...).»

La réappropriation du mot d'ordre *«Plus jamais peuple contre peuple, mais, classe contre classe»* par ces militants RKD en 1943, n'est donc pas seulement, comme le laisse sous-entendre l'historien Rajfus, un *«slogan calqué sur la 'Troisième période' de l'Internationale communiste»*, mais une expression de la lutte du prolétariat qui tente d'imposer son combat sur son terrain, l'internationalisme!

Le prolétariat a été détruit par la polarisation fasciste/antifasciste. Des dizaines de millions de prolétaires ont été enrôlés (et engloutis) dans les camps du fascisme et de l'antifascisme stalinien, social-démocrate, «anarchiste», chrétien, etc. Depuis la défaite de la révolution (vers 1923), cette polarisation a préparé la destruction massive du prolétariat, dans les années 1938-45.

Le courant RKD a tenté de perpétuer l'héritage programmatique des communistes de la vague de lutte 1917-23. Pour illustrer notre propos, nous citons un «Appel de l'Armée Insurrectionnelle», dite makhnoviste, de mai 1919. Cet appel faisait partie de la lutte intransigeante de nos camarades en Ukraine contre les pogroms juifs et pour la lutte internationaliste:

«Nous devons proclamer partout que nos ennemis sont les exploiters et les oppresseurs de toutes nationalités: le fabricant russe, le maître de forge allemand, le banquier juif, le propriétaire foncier polonais... La bourgeoisie de tous pays et de toutes les nationalités s'est unifiée pour une lutte acharnée contre la révolution, contre les masses laborieuses de tout l'univers et de toutes les nationalités.»

Peter Archinoff, «Histoire du mouvement makhnoviste», 1921.

Si nous avons souligné les points forts de ce tract, force est de constater qu'il existe aussi soit des confusions, soit des faiblesses que nous devons passer par les armes de la critique afin de renforcer les ruptures militantes de notre classe. Epinglons-en une pour commencer: *«Les SS sont, pour eux comme pour nous, l'ennemi principal.»* Notre ennemi principal, notre seul ennemi, c'est le capital et toutes les fractions concurrentes qui le soutiennent. En France, ce n'est pas la SS, mais la police et la gendarmerie françaises qui ont assumé l'essentiel de la répression pendant les années de guerre. Ces forces armées bourgeoises ont été aidées, en outre, par les staliniens qui ont tué ou dénoncé à la Gestapo, certains de nos camarades. L'idéologie de l'ennemi principal sous-tend l'existence d'ennemis secondaires et donc de réponses prolétariennes distinctes selon les cas, ce qui reviendrait à définir un... programme minimum de résistance et un programme maximum pour après la révolution.

Contre cette idéologie d'ennemis principaux et secondaires, le prolétariat a mis en avant le mot d'ordre: *«l'ennemi est dans notre propre pays, c'est notre propre bourgeoisie!»* La position des révolutionnaires face à la guerre capitaliste est toujours la même: opposer la révolution sociale à la guerre, lutter contre «sa propre» bourgeoisie et «son propre» Etat national. Historiquement, cette position s'appelle le *défaitisme révolutionnaire* parce qu'elle proclame ouvertement que le prolétariat doit lutter contre l'ennemi qui lui fait face dans «son propre» pays, qu'il doit agir afin de provoquer sa défaite et que c'est seulement ainsi qu'il participe à l'unification révolutionnaire du prolétariat mondial, c'est seulement comme cela que se développe la révolution prolétarienne dans le monde^k.

Une autre position du tract nous semble poser problème, c'est le mot d'ordre final de *«Paix!»*. De quelle paix parle-t-on? Il n'y a pas de paix en soi. La bourgeoisie impose la paix sociale par le massacre généralisé... des prolétaires et la destruction de nos forces de classe. Nous savons que la paix du capital c'est la continuation de sa guerre contre nos intérêts, nos vies mêmes, notre projet social de révolution. Pour arrêter les massacres et les déportations, le prolétariat devra intensifier sa guerre de classe, révolution-

ner le monde, abattre le pouvoir de l'argent et de la terreur personnifié par la bourgeoisie. Le prolétariat, face à la terreur bourgeoise, est contraint d'utiliser sa terreur de classe. Mais il lutte historiquement pour l'abolition de toute terreur, de tout Etat.

De manière générale, le mot d'ordre «pain, paix et liberté» est un mot d'ordre de la social-démocratie. Mais, si sous le mot d'ordre de «paix» se cache la bourgeoisie, des intérêts prolétariens se sont effectivement historiquement exprimés sous le mot d'ordre de «pain et liberté». Dans de nombreux pays, des luttes prolétariennes ont souvent brandi ce drapeau. Dans notre effort historique d'éclaircissement de notre programme révolutionnaire, il est primordial de se démarquer nettement de nos ennemis et d'opposer à leur démagogie politicienne et désorganisatrice, des mots d'ordre précis qui orientent notre lutte.

AUNE époque d'écrasement total de cette vague révolutionnaire, en pleine période d'intense terreur blanche, nos camarades des RKD nous montrent que le prolétariat, dans les années de guerre 1938-45, relançait encore le défi communiste à la face du monde bourgeois.

Une expression de l'avant-garde communiste, par ce groupe de «Communistes Révolutionnaires», loin de se décourager et d'abandonner la lutte, donne des perspectives claires à notre combat historique, qui sont toujours valables aujourd'hui. Si cette période est globalement une période de défaite et d'écrasement pour le prolétariat, nous retrouvons, au fil des ans, des traces de la lutte ultra-minoritaire des communistes.

Camarades, si vous possédez des informations complémentaires sur ce groupe et en général sur toute expression de notre lutte pendant et après la période 1939-45, faites-le nous savoir.

Contre l'amnésie dont voudrait nous frapper la bourgeoisie, participons à la réappropriation de notre mémoire de classe !

a. Cf. *Boire la mer à Gaza* (Ch.9), Amira Hass, Editions La fabrique (1996).

b. *Economic and Social Conditions in the West Bank*

and Gaza Strip, Coordinateur général de l'ONU pour les territoires occupés (UNSCO), Gaza, octobre 1996.

c. Cf. «Nous soulignons - Palestine: les accords de paix contre le prolétariat» in *Communisme* n°41 - décembre 1994.

d. Cf. *Boire la mer à Gaza* (Ch.13), Amira Hass, Editions La fabrique (1996).

e. Cf. *Boire la mer à Gaza* (Ch.13), Amira Hass, Ed. La fabrique (1996).

f. Cf. Dazibao, *Escenas de la lucha de clases*, Edita UHP Madrid (verano de 2002). E-mail: hpmadrid@yahoo.es

g. Cf. le film/documentaire allemand intitulé «Balagan» (1993) réalisé autour de la pièce «Arbeit macht frei» d'un groupe de théâtre israélien composé d'acteurs palestiniens et israéliens.

h. Extrait de «Letter from Israël» de Ran HaCohen, dont on peut lire différents textes en anglais sur le site qui regroupe ses réactions (<http://www.antiwar.com/hacohen/>). «The Auschwitz Logic» a été écrit en mars 2002, à l'occasion du tollé provoqué par la comparaison qu'osa l'écrivain portugais José Saramago entre les camps nazis et la situation dans les territoires occupés, lorsqu'il se rendit à Ramallah dans le cadre d'une délégation du *Parlement International des Ecrivains* (International Parliament of Writers - IPW).

i. Pour des détails sur la façon dont l'idée de «transfert» a progressé au sein des différentes composantes de la société et des partis bourgeois israéliens, cf. «*Le cancer des colonies israéliennes*» et «*Ces Israéliens qui rêvent de "transfert"*» in *Le Monde Diplomatique*, juin 2002 et février 2003.

j. Ce tract a été publié initialement en langue yiddish, mais imprimé en alphabet latin. A l'occasion de la publication de ce tract (ainsi que cette présentation), dans le deuxième numéro de notre revue *Kommunismus* sorti en février 2000, nous avons traduit en allemand la version française que nous possédions.

k. Pour un développement plus conséquent de cette question centrale, nous renvoyons le lecteur à notre texte «Invariance de la position des révolutionnaires face à la guerre - La signification du défaitisme révolutionnaire», publié dans notre revue centrale en français *Communisme* n°49